

Alger	: 15°	09°
Oran	: 16°	08°
Annaba	: 20°	10°
Béjaïa	: 17°	09°
Tamanrasset:	25°	09°

Paroles de candidats
en campagne
pour la présidentielle



P. 3

ARMÉE

Gaid Salah en visite de travail
et d'inspection aujourd'hui à la
4^e Région militaire à Ouargla

P. 24

Lutte contre le terrorisme:
"Le rôle pionnier" de
l'Algérie mis en avant

P. 5

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un programme spécial pour le développement de la région de Tamanrasset

P. 5



LOGEMENT :

M. Beldjoud affirme que l'Etat «ne renoncera pas à la réalisation des programmes de logement»

P. 5

DROITS DES ENFANTS:

M^{me} Cherfi : «un concours national au profit des élèves

P. 7

100 exposants nationaux et étrangers au Salon international de la dattes de Biskra

P. 7



SANTÉ

Epilepsie : elle concernerait tous les cerveaux

P. 10

FOOTBALL

L'Algérien Ryad Mahrez parmi les 100 joueurs les plus précieux du monde

P. 21



Selon l'ONS: Le parc automobile a dépassé 6,4 millions de véhicules à la fin 2018

P. 7

Destruction d'une bombe artisanale dans la wilaya de Boumerdès, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale

P. 24

IL PRÉSENTERA LA POLITIQUE CULTURELLE ALGÉRIENNE Rabehi aujourd'hui au Forum des ministres de la Culture de l'Unesco

Le ministre de la Communication, Porte-Parole du Gouvernement et Ministre de la Culture par Intérim, M. Hassane Rabehi, prendra part aujourd'hui, au Forum des ministres de la Culture organisé au siège de l'Unesco. A cette occasion, le ministre interviendra dans le panel «La culture et le patrimoine, une énergie renouvelable pour le dialogue et la paix» dans lequel il mettra en exergue la politique culturelle de l'État en matière de consécration du Droit à la culture, la promotion de la diversité culturelle et le rôle de la diplomatie culturelle dans la promotion du dialogue et la culture de la Paix.



Horaire des prières

Mardi 22 Rabî al-awwal 1440

Fajr	05:52
Dohr	12:33
Asr	15:17
Maghreb	17:41
Isha	19:05



AIN TÉMOUCHENT Portes ouvertes sur la retraite



La Caisse nationale des retraites, organise aujourd'hui à Beni-Saf (wilaya de Aïn Témouchent), des portes ouvertes sur la retraite.

LE 23 NOVEMBRE À L'OPÉRA Rencontre avec le réalisateur Ahmed Rachedi

L'Opéra d'Alger, Boualem-Bessaïh, reçoit samedi 23 novembre à partir de 16h, dans le cadre de son café littéraire, le cinéaste et producteur Ahmed Rachedi, dans le cadre d'une rencontre qui portera sur «Le cinéma et la musique».

EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE Journée d'information sur «La convention du travail maritime»

Le ministre de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité sociale, Hassan Tidjani Haddam, accompagné du ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid, présidera aujourd'hui, l'ouverture des travaux d'une journée d'information sur «La convention du travail maritime de 2006». Cette rencontre sera une occasion pour exposer les analyses et les points de vue sur les moyens d'appliquer efficacement cette convention.



LE 26 NOVEMBRE À L'HÔTEL NEW DAY Journée «Export Day» au profit des opérateurs économiques

Dans le cadre de sa politique visant la promotion des exportations hors hydrocarbures, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, organise mardi 26 novembre à partir de 8h30 à l'Hôtel New Day (Hussein Dey, Alger), une journée «Export Day» destinées aux opérateurs économiques algériens désirant s'initier et développer leur savoir-faire en matière de l'export et ses métiers sous le thème : «L'export : environnement, stratégie et accès aux marchés étrangers». Cette journée offrira aux participants l'opportunité de se sensibiliser à l'international ; développer leur stratégie et diagnostic à l'export ; et définir les différentes approches des modes d'entrée aux marchés internationaux à savoir déterminer les circuits de distribution, les critères de choix et l'animation des réseaux.



CENTRE CULTUREL MUSTAPHA-KATEB Exposition de Kamel Belhocine

Le Centre culturel Mustapha Kateb, abrite à partir du 21 novembre, une exposition artistique de l'artiste Kamel Belhocine intitulée "Une bougie, une vie".



Météo



	Max	Min
Alger	15°	09°
Oran	16°	08°
Annaba	20°	10°
Béjaïa	17°	09°
Tamanrasset	25°	09°

DEMAIN AU CENTRE CULTUREL BACHIR-MENTOURI Rencontre avec Hocine Toumi

Dans le cadre de son programme littéraire «Les mercredis du verbe», l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise demain mercredi 20 novembre à partir de 14h, une rencontre avec l'écrivain «Hocine Toumi».



SEAAL Suspension de l'AEP au niveau de 4 communes d'Alger

L'alimentation en eau potable a été suspendue hier au niveau de plusieurs quartiers des communes de Douera, Tessala El Mardja, Birtouta et Ouled Chebel, suite à un incident survenu sur une canalisation principale de production, a indiqué la Société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Alger (SEAAL) dans un communiqué. Les travaux, localisés au niveau de Tessala el Mardja ont engendré une suspension de l'alimentation en eau potable au niveau des communes de Douera (Hôpital, Centre-ville, Cité 24 Février, Lotissement Carrière, Lotissement Vieux Moulins, Cité 250 Logements, Cité 340 Logements EPLF, Lotissement El Moudjahidine, Ferme Ben Djilali, Cité 1046 Logements AADL, Coopérative El feth, Lot Moulina, Cité 1040 Logements Ramdania), Tessala El Mardja (cité 1310 et 934 Logements), Birtouta : (Cité Si Lakhdar et Sidi M'hamed) et Ouled Chebel : (Cité et Douar Chbaibia, Mhamdia). Un dispositif de citernage sera mis en place afin d'assurer les usages prioritaires (établissements publics et hospitaliers). SEAAL prie ses clients de l'excuser des désagréments causés par ces travaux, et met à leur disposition, pour toute information, le numéro de son Centre d'accueil téléphonique opérationnel, le 1594, accessible 7j/7 et 24h/24.



CHU DE TLEMEN 14 interventions de greffe rénale pratiquées depuis le début de l'année

Quatorze interventions de greffe rénale ont été pratiquées au centre hospitalo-universitaire CHU de Tlemcen «Dr Tidjani Damerdji» depuis le début d'année en cours, a indiqué hier le directeur général du CHU, Mazouzi Nasreddine. Ces opérations au profit de malades des wilayas de Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Naâma et El-Bayadh ont été effectuées avec succès par un encadrement médical du service de chirurgie A du CHU de Tlemcen assisté de deux chirurgiens du CHU de Tizi Ouzou dans le cadre de la convention signée par les deux hôpitaux en matière de greffe rénale. Le CHU de Tlemcen a élaboré un programme de deux interventions chirurgicales de greffe rénale chaque mois. L'année courante est marquée par 16 interventions en greffe rénale. Il occupe les premières places parmi les hôpitaux de l'Ouest algérien en interventions de greffe rénale à la faveur du progrès notable du point de vue nombre atteignant 115 intervention depuis 2007, a-t-il fait savoir.



LES 21 ET 22 NOVEMBRE À ORAN 16^e Congrès national de la SPO



Près de 400 participants prendront part, prévu le 21 et 22 novembre à Oran, au 16^e congrès national de la Société de pédiatrie de l'Ouest (SPO). Cette rencontre regroupera non seulement les pédiatres mais les résidents de la spécialité, les médecins généralistes ainsi que le personnel paramédical afin de leur permettre de débattre les dernières connaissances et nouveautés dans le domaine", a précisé la même source. Cette manifestation scientifique qui s'inscrit entre autres dans le cadre de la formation continue, sera également une opportunité pour le personnel de la corporation de se rencontrer et de partager les expériences.

I P R É S I D E N T I E L L E

Goudjil appelle les Algériens à une participation massive

Le président par intérim du Conseil de la Nation, Salah Goudjil a appelé, dimanche à Alger, l'ensemble des Algériens à une participation massive et intensive à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain afin d'exprimer la véritable citoyenneté et concrétiser la volonté populaire exprimée à travers les différentes étapes du Hirak populaire qui a impressionné le monde entier, a indiqué un communiqué du Conseil de la Nation.

«Le peuple algérien est appelé à participer massivement et intensivement le 12 décembre pour élire l'Algérie rêvée par les Chouhada, espérée par la jeunesse et préservée par l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), garante de sa sérénité, de sa sécurité et de sa souveraineté... une Algérie où l'égalité règne et le cercle de rêves d'un avenir radieux s'élargit», a affirmé M. Goudjil qui a présidé une réunion du bureau du Conseil élargi au contrôleur parlementaire et aux présidents de groupes parlementaires, consacrée à l'examen du projet de programmation des travaux législatifs du Conseil de la Nation du 24 au 28 novembre 2019 outre la présentation et l'examen du projet du budget de 2020 du conseil.

Félicitant, à l'entame de cette réunion, l'ensemble des algériens pour le lancement de la campagne électorale de la présidentielle du 12 décembre prochain, le président par intérim du Conseil a estimé que cette campagne électorale «est un couronnement du processus de préparation de cette échéance engagée par toute la composante de l'Etat algérien, lequel a mené à l'adoption, par le Parlement, de la loi organique relative au régime électoral et de la loi organique relative à l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Il a salué, par la même occasion, «le travail de l'ANIE, caractérisé par la compétence et le haut professionnalisme qui vont certainement mener à une élection libre et démocratique en toute régularité et transparence dont le seul héros sera le peuple algérien, source de tout pouvoir...».

«La signature de la charte d'éthique des pratiques électorales par les cinq (05) candidats à la présidentielle et les médias, est une première depuis l'indépendance mais aussi un début pour le peuple algérien afin qu'il mette sa main sur la souveraineté de sa décision lui permettant de choisir librement son candidat...», a-t-il ajouté, ajoutant que cette charte «témoigne de la crédibilité de la prochaine échéance et de la justesse de la voie empruntée... dans le cadre de l'instauration d'une véritable démocratie à laquelle œuvrent et aspirent les Algériens, marchant, ainsi, sur les pas de leurs aïeux, martyrs et moudjahidines, qui ont fait le mi-



racle éternel de novembre...». M. Goudjil a appelé, par ailleurs, le peuple algérien, toute génération et obédience confondue, à participer massivement à ce rendez-vous national et historique en vue d'exprimer la véritable citoyenneté et concrétiser la volonté populaire exprimée à travers les différentes étapes du Hirak populaire qui a impressionné le monde entier, en devenant un exemple à suivre en termes de pacifisme et de civisme et prospérité...». Mettant l'accent, à ce titre, sur l'importance d'une «forte participation à l'effet de choisir un président conduisant l'Algérie nouvelle», le président par intérim du conseil de la Nation a exprimé son souhait de voir les Algériens et les Algériennes saisir cette occasion pour adresser un message clair au monde, un message, a-t-il dit, dans lequel ils réitérent leur détermination à bâtir une Algérie démocratique et prospère,

et qui préserve l'image et la position d'une Algérie qui ne saurait être que rayonnante et assumant un rôle pivot dans la région et le monde, une Algérie, poursuit M. Goudjil, consacrant le retour au pays des compétences nationales qui valorisent la notion du travail, ouvre les portes aux aspirations des enfants du peuple parmi ceux disposant des moyens de changement et de développement susceptibles de rompre définitivement avec les pratiques et les comportements de la Bande, de ses relais et de tous ceux qui gravitent autour d'elle...». M. Goudjil a appelé, par la même occasion, «le peuple algérien à faire montre de vigilance vis-à-vis des pseudos démocrates qui...» exercent une violence morale contre le peuple algérien, en ce sens qu'ils «s'adonnent à des pratiques contraires aux traditions et coutumes reconnues dans pareilles

échéances, tout en devenant des porte-voies de diktats imposés par des forces étrangères qui ne veulent pas du bien pour le pays et œuvrent à la déstabilisation de ses institutions...». Saluant «le travail accompli par les institutions de l'Etat pour concrétiser la volonté de changement exprimée par le peuple algérien», le président par intérim du conseil de la Nation a exprimé «sa gratitude et reconnaissance à l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), qui a fait preuve de son attachement permanent et éternel au peuple».

A ce égard, M. Goudjil a affirmé que «les efforts entrepris par l'ANP, sous la direction du vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, qui a déjoué tous les plans ourdis par la Bande et ses relais, ainsi que son accompagnement (ANP) des revendications populaires au changement et à une transition démocratique sûre constituait notre fierté de notre armée et de sa direction, et nous rassurent davantage quant à la bonne voie que nous avons empruntée pour garantir les valeurs de fidélité à notre pays. De ce fait, l'échéance du 12 décembre prochain sera un rendez-vous pour toute l'Algérie», a-t-il dit.

Les candidats entament leur campagne sur fond d'inquiétudes sur la participation populaire

La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 12 décembre a officiellement démarré dimanche sur fond d'inquiétudes quant à la participation populaire à ce rendez-vous crucial.

Pour leur première sortie sur le terrain, les candidats à la magistrature suprême ont tous exhorté les Algériens à se rendre massivement aux urnes pour contribuer à l'allègement des coûts de la solution à la crise que traverse le pays et surmonter l'impasse actuelle.

Depuis Adrar où il animé son premier meeting, le président du Front El Mostakbel, Abdelaziz Belaid a appelé les Algériens à aller voter massivement, soutenant que l'élection présidentielle est «l'unique solution à la crise».

Selon ce candidat, «aucun chef de parti, à lui seul, ou groupe de partis politiques en mesure de proposer une solution à la crise actuelle».

«L'Algérie appartient à tous les Algériens et aucune solution ne

peut être envisagée sans les Algériens», a-t-il affirmé, s'engageant, s'il est élu président, à «instaurer la nouvelle République qui permettra à l'Algérie de sortir de la crise économique et politique» actuelle.

M. Zeddine Mihoubi, le candidat du Rassemblement national démocratique a souligné à Adrar, la nécessité de «consacrer la volonté du peuple à travers une élection libre et transparente».

«Il est inconcevable qu'un grand pays tel que l'Algérie, avec son histoire et les sacrifices de son peuple, demeure sans institutions légitimes», a-t-il affirmé.

A Tlemcen, le président du parti Talaia el Hourriyet a exhorté les Algériens à participer à l'élection du 12 décembre pour «éviter l'aggravation de la crise que vit l'Algérie», mettant en garde contre «la non-tenu de cette élection».

Il a souligné la nécessité de renouer les liens de la confiance entre les gouvernants et les gouvernés, plaidant une nouvelle fois

pour «le dialogue et le bannissement de la violence, sous toutes ses formes».

L'ancien chef du gouvernement a promis, à l'occasion, s'il est élu, d'instaurer un système démocratique avec une nouvelle constitution qui limite les prérogatives du président de la République et du chef du gouvernement et de «garantir l'indépendance de la justice», et de «libérer les médias».

Le président du Mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina qui a choisi de lancer sa campagne électorale depuis Alger est allé, ce dimanche, rencontrer les citoyens, à la Grande poste, lieu emblématique des manifestations hebdomadaires.

A cette occasion, Bengrina s'est engagé, s'il est élu président de la République, à faire de la Grande poste un musée de la liberté et à «construire une Algérie nouvelle, forte par son passé».

Au port d'Alger, ce candidat a évoqué l'aspect économique de

Paroles de candidats au premier jour du début de la campagne

Voici des expressions marquantes tirées des interventions des candidats à l'élection présidentielle du 12 décembre, au premier jour de la campagne électorale jeudi:

● **Ali Benflis depuis Tlemcen:** «l'Algérie vit une crise multidimensionnelle et une fitna (discord) qu'il faut éteindre, à travers la participation à l'élection présidentielle (...) La non-tenu de cette élection aggravera la crise socio-économique». «Cette présidentielle ne sera pas exemplaire, vu la conjoncture actuelle, mais sera acceptable».

● **Bengrina depuis Alger:** «j'ai choisi d'entamer ma campagne électorale de la Grande poste pour sa symbolique. C'est une place de la liberté et de la dignité, et un symbole de la chute des empires de la corruption politique et financière». «Je m'engage, si je suis élu président de la République, à faire de la bâtisse un musée de la liberté».

● **Belaid depuis Adrar:** «Aucun président, ni d'ailleurs un groupe ou un parti, ne peut trouver la solution seul. Car l'Algérie est pour tous les Algériens et se construit avec tous les Algériens». «La sortie de la crise économique et politique se fera à travers une Algérie nouvelle que je m'attellerai à construire si je suis élu».

● **Mihoubi depuis Adrar:** «La consécration de la volonté populaire enchoisissant un président légitime de façon intègre, propre et démocratique permettra à l'Algérie de reconquérir sa place en tant qu'Etat des institutions». «On ne peut concevoir qu'un grand pays tel que l'Algérie, avec son histoire et les sacrifices de son peuple, demeure sans légitimité entière».

son projet présidentiel, promettant de mettre l'accent sur le développement du secteur du tourisme et l'encouragement de l'exportation des produits nationaux, notamment agricoles et industriels pour réduire la facture des importations.

Par ailleurs, de nombreuses personnalités ont relevé l'importance de participer à ce «scrutin décisif», appelant les Algériens à se mobiliser pour la réussite de ce rendez-vous avec l'histoire.

Le président par intérim du Conseil de la Nation, Salah Goudjil a appelé, de son côté, l'ensemble des Algériens à une «participation massive» à l'élection présidentielle du 12 décembre pour répondre aux aspirations du Hirak.

Le Parti Tadjamou Amel El-Djazair (TAJ) a appelé, également, les Algériens à «participer massivement» à la prochaine élection présidentielle, la qualifiant de «solution idoine» pour surmonter la crise que traverse le pays.

PRÉSIDENTIELLE

2019.

ADRAR : Belaid : «Le peuple seul habilité à conduire l'Algérie à bon port»

Le candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelaziz Belaid, du parti du Front El-Moustakbal, a indiqué, dimanche à Adrar, que le peuple était "le seul habilité à conduire l'Algérie à bon port".

S'exprimant lors d'un meeting animé à la maison de la Culture d'Adrar, à l'entame de sa campagne électorale, M. Belaid a estimé que sa formation politique "a décidé de la participation à la prochaine présidentielle et à son organisation dans les plus brefs délais, conforté par la compréhension des algériens et algériennes de cette position et attaché à la Constitution qui préserve le pays et le peuple de l'ingérence étrangère et de l'hégémonie de parties à l'intérieur".

Motivant le choix de la wilaya d'Adrar pour le lancement de sa campagne électorale, après l'annonce de sa participation depuis la wilaya de Tamanrasset, comme étant "un message pour la réhabilitation du Grand Sud longtemps marginalisé", le candidat Abdelaziz Belaid a fait part de son intention de "développer cette région dans tous les domaines, s'il était élu Président".

Il a fait savoir que son programme électorale, dans



son volet relatif au Grand Sud, s'appuie notamment sur la réalisation de lignes ferroviaires ainsi que le développement de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et du tourisme.

"Les jeunes sont prêts à assumer leurs responsabilités dans la gestion des affaires du pays, à honorer le serment fait aux Chouhada, et à sortir le pays de sa crise, grâce aux nombreuses compétences que recèle le pays dans tous les domaines", a souligné M. Belaid. Et d'appeler pour cela à "adopter un nouveau mode de gestion qui consacre les principes de la nouvelle République ou sont fédérés les efforts de tous, sans exclusive, en vue de conduire l'Algérie à bon port".

Au terme de son intervention, le candidat Belaid a appelé le peuple algérien à participer massivement aux élections présidentielles du 12 décembre prochain.

Benflis promet depuis Tamanrasset de mettre fin à «l'injustice» dont sont victimes les régions du Sud

Le candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre, Ali Benflis a promis, dimanche soir à partir de Tamanrasset, de mettre fin à «l'injustice» dont sont victimes les régions du sud du pays.

«Je promets de mettre fin à l'injustice dont souffrent les régions du Sud aux volets politique et économique», a déclaré M. Benflis lors d'un meeting populaire qu'il a animé au chef-lieu de la wilaya de Tamanrasset, fustigeant «la marginalisation dont souffrent les cadres du Sud dans l'accès aux plus hauts postes de responsabilité».

«Les populations du Sud réclament l'égalité entre Algériens du Nord et du Sud», a-t-il ajouté, s'engageant, dans ce sens, à «créer un grand pôle universitaire à Tamanrasset, en adéquation avec les spécificités de la région, ainsi qu'un pôle économique sur les 15 inclus dans son programme électorale, lequel sera consacré au développement des industries de l'énergie solaire».

Le candidat a également promis de prendre en charge les besoins des populations du Sud



concernant l'accès à «l'eau potable, la santé et l'éducation», s'engageant à «accorder un intérêt particulier au secteur de la santé».

Se félicitant de «la stabilité sécuritaire que connaît la région du Sud et les zones frontalières grâce aux efforts de l'Armée nationale populaire (ANP)», M. Benflis a salué l'accompagnement de l'Armée et des corps de sécurité de «la révolte populaire». S'agissant de son programme électorale, le candidat à la présidentielle a affirmé qu'il visait, dans certains axes, à «conférer la légitimité aux Assemblées locales élues». Mettant l'accent sur le nécessaire renforcement du front interne à travers «l'élection d'un président jouissant de la légitimité et de prérogatives bien définies et communes avec le chef du Gouvernement dans le cadre d'un régime semi-présidentiel», M. Benflis a ajouté que le chef du Gouvernement «s'engagera hebdomadairement à répondre aux préoccupations des députés qui représentent les différentes régions du pays».

Il a souligné l'importance d'"assainir" le secteur de la Justice et de réhabiliter la police judiciaire et les différents agents dans l'institution judiciaire, tout en supprimant la pénalisation du métier de journaliste.

M. Benflis a promis l'ouverture du dialogue avec les partenaires sociaux en vue de débattre des dossiers du pouvoir d'achat et augmenter le SMIG, avec étude de la question de la valeur du dinar algérien, comparativement à la situation générale de l'économie nationale.

Dans son allocution, le président du parti Talaie El Houriyet a salué les régions du Sud «auxquelles revient le mérite de contribuer à chasser le colonisateur inique qui voulait séparer le Nord du Sud, mais l'Algérie est unie aujourd'hui grâce aux enfants libres du Sud».

Mihoubi : Les élections éviteront à l'Algérie une impasse constitutionnelle «fatale»

Le candidat à la Présidentielle du 12 décembre prochain, Azzedine Mihoubi a mis en avant, dimanche à Adrar, l'importance de participer massivement à l'échéance prochaine, estimant que ce scrutin est la seule voie susceptible d'éviter à l'Algérie «une impasse constitutionnelle fatale». «Si une partie des Algériens ne voit pas en la Présidentielle une solution, la majorité d'entre eux demeure consciente qu'il n'y a de solution pour l'Algérie qu'à travers des élections», a tenu à préciser M. Mihoubi lors d'un premier meeting dans le cadre de la campagne électorale. A ce propos, il a mis l'accent sur l'impératif de «consacrer la volonté du peuple à choisir un président légitime de manière régulière, propre et démocratique permettant à l'Algérie de se repositionner en tant qu'un Etat d'institutions intégral, voire un Etat avec un président en mesure de discuter de toutes les questions». Il n'est, pour autant, impossible d'imaginer «un pays aussi majestueux que l'Algérie, de par son histoire, ses gloires et les sacrifices de son peuple, manquer de légitimité entière», a-t-il soutenu, qualifiant la Présidentielle du «début de la solution et non une parcelle du problème tel que le propagent certains cercles». Ce meeting a été une occasion pour M. Mihoubi de passer en revue les principaux axes de son programme électorale incluant plus de 200 mesures pratiques visant à «regagner la confiance en étant franc et en offrant le meilleur au peuple». Pour M. Mihoubi, la perte de confiance a poussé le citoyen à abandonner l'action politique, ce citoyen même qui est sorti, dès qu'il a senti que le pays était menacé, revendiquer l'impératif de mettre un terme aux pratiques nuisant à la crédibilité de l'Etat». Au volet politique, le candidat s'est engagé à opérer des réformes «structurelles» au niveau institutionnel à la faveur notamment d'une Constitution «pérenne» garantissant à l'Etat davantage de stabilité en le préservant de l'improvisation qui a caractérisé précédemment le mode de gouvernance. M. Mihoubi a promis, également, de conforter l'indépendance de la Justice d'autant plus qu'elle se trouve en phase de «lutter contre la corruption et de demander des comptes à



ceux qui ont mis en jeu les atouts du pays». Sur le plan économique, M. Mihoubi a mis en garde contre la situation difficile que traverse le pays, avant d'appeler à une action «urgente» pour protéger l'économie nationale, «victime d'improvisation, de bricolage et d'entraves dressées devant les investisseurs». «Il s'agit de lois que nous considérons au service de la souveraineté nationale, mais leur application était soumise aux humeurs» ce qui a donné lieu à «des déceptions ayant affecté le système économique», a-t-il déclaré. Pour ce qui est de la rente pétrolière, le candidat a estimé que la nouvelle loi sur les hydrocarbures servira de mécanisme pour la sauvegarde des intérêts du pays et faciliter l'investissement dans ce domaine, mettant l'accent sur l'importance de lancer une réflexion autour d'autres alternatives au pétrole. A ce propos, M. Mihoubi s'est engagé à assainir le climat des affaires et aplanir toutes les difficultés qui entravent les investissements, tout en assurant un accompagnement aux projets de jeunes et annulant les poursuites judiciaires à l'encontre des entrepreneurs ayant des projets défaillants.

Il a évoqué à cette occasion son programme «le rêve du désert» qui vise à réunir les meilleures conditions pour booster l'investissement au Sud et lier économiquement cette région avec sa dimension africaine. Il s'agit de créer des zones de commerce libres avec les pays voisins, faciliter le troc et créer une agence nationale pour le développement du Sahara gérée par des compétences nationales des enfants de la région. Ce programme vise également à la relance des projets d'énergie renouvelable bloqués et l'appui de la femme au foyer. M. Mihoubi a entamé sa campagne électorale dimanche par une visite à la Zaouia de Sidi M'hamed Belkhir et la Zaouia de Moulay Elhbbib, en sus d'autres activités de proximité à la wilaya d'Adrar au cours desquelles il a rencontré nombre de citoyens dans les rues de la ville.

GUELMA: Marche pacifique de soutien à la tenue de l'élection présidentielle



Des centaines de citoyens ont manifesté pacifiquement lundi dans la ville de Guelma pour soutenir la tenue de l'élection présidentielle du 12 décembre prochain tout en saluant les décisions de l'Armée nationale populaire.

La marche qui a rassemblé des citoyens de diverses communes de la wilaya, dont des représentants d'associations locales, a battu le pavé de plusieurs avenues à partir de Souidani Boudjemaa jusqu'à Zaaïmia Azzedine en passant par les rues Boumaâza Saïd et la place 19 mars 1962.

Les manifestants qui scandaient tout

au long de leur itinéraire "Armée et peuple, frères", "Oui à l'élection" brandissaient une large banderole sur laquelle était écrit "Oui aux décisions de l'Armée", "Nous sommes les enfants de novembre" et "Protège ta patrie en protégeant ta voix".

Des personnes opposées à l'élection présidentielle prochaine ont tenté de bloquer la marche pacifique spontanée près de la place 19 mars jouxtant la stèle de feu le Président Houari Boumediene, mais en vain car la bonne organisation a permis d'empêcher les heurts entre les deux parties.

APS

LUTTE CONTRE LE TERRORISME: Chergui met en avant "le rôle pionnier" de l'Algérie

Le Commissaire de l'Union africaine (UA) à la paix et à la sécurité, Smail Chergui a mis en avant, hier à Alger, "le rôle pionnier" de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans le continent africain.



Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la 13ème réunion des Points focaux du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) à Alger, M. Chergui a

souligné "l'engagement de l'Algérie et son leadership en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans le continent africain".

"Ce rôle pionnier a valu à l'Al-

gérie d'accueillir deux importantes institutions relevant de l'UA pour le soutien des capacités des Etats africains en termes de lutte contre le crime organisé, à savoir le CAERT et le mécanisme de l'Union africaine de coopération policière (Afripol)", a-t-il précisé.

Qualifiant le terrorisme de "principale menace" à la paix, à la sécurité et à la stabilité du continent africain et du monde entier, M. Chergui a mis l'accent sur "l'impératif de conjuguer les efforts pour faire face à ce danger imminent de plus en plus complexe jour après jour".

Les travaux de la 13ème réunion des points focaux du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) avaient débuté lundi à Alger.

Il sera question d'"analyser l'état actuel de la menace terroriste sur le continent, améliorer la coordination dans la lutte antiterroriste et déterminer la voie à suivre pour faire progresser les objectifs de lutte contre le terrorisme". Les par-

ticipants s'attelleront, trois jours durant, à analyser les orientations continentales en matière de lutte antiterroriste et l'extrémisme violent, à évaluer les menaces continentales et celles relatives au terrorisme et à l'extrémisme. Ils évoqueront également les opportunités de coopération, le renforcement des capacités en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et l'examen des besoins des Etats membres dans le domaine de renforcement des capacités. L'UA avait mis en

place le CAERT dont le siège se trouve à Alger en octobre 2004, à l'initiative de l'Algérie, lors de la première réunion sur le terrorisme tenue en septembre 2002, pour coordonner les efforts individuels et collectifs (entre pays africains) afin de faire face à la menace terroriste. Le CAERT vise également à assurer un cadre d'échange d'informations sur les déplacements des groupes terroristes et l'assistance mutuelle aux études et aux expertises dans ce domaine.

CONSEIL DE LA NATION: Loukal présente le PLF 2020 devant la commission des affaires économiques et financières

Le ministre des Finances, Mohamed Loukal a présenté, lundi, le projet de loi de finances (PLF) 2020 devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, lors d'une réunion présidée par Abdelkrim Mebarkia, vice-président de la commission, en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Fethi Khouil.

Dans sa présentation, M. Loukal a précisé que le Gouvernement avait veillé, à travers le PLF 2020 qui a été adopté à l'APN, à "mettre en place les mesures nécessaires pour faire face à la diminution des ressources par la rationalisation des dépenses publiques, l'optimisation des recettes, la préservation du pouvoir d'achat des citoyens et le maintien du niveau d'investissement garantissant un niveau d'activité favorisant une croissance économique considérable".

Le ministre a ajouté que "bien qu'intervenant dans un contexte marqué par une grande pression financière et des fluctuations sur le marché des hydrocarbures, mais aussi le ralentissement de la croissance à l'échelle internationale, cette loi a maintenu inchangées les dépenses sociales inscrites dans le budget" Insistant sur l'impératif rétablissement des grands équilibres budgétaires et des équilibres extérieurs du pays, M. Loukal a affirmé que le texte de loi prévoyait des mesures structurelles tout en maintenant les fondamentaux de la politique sociale de l'Etat à travers le soutien aux franges sociales les plus vulnérables, l'amélioration du cadre de vie des citoyens et la création d'emplois.

Nonobstant ces défis, a-t-il poursuivi, l'Etat demeure attaché à sa politique sociale en vue de préserver le pouvoir d'achat du citoyen en maintenant un budget élevé des transferts sociaux estimé à 1,798,3 milliards de dinars algériens (DA) dans le projet de loi, soit 8,4% du Produit intérieur brut (PIB).

La loi vise en outre à préserver l'équilibre "fragile" des constantes de l'économie nationale en termes de mise en place de réformes structurelles pour le rétablissement progressif et permanent des équilibres budgétaires, a soutenu le ministre, ajoutant que le texte vise également à optimiser les recettes, notamment fiscales, par le renforcement de l'outil fiscal en matière de recouvrement de la fiscalité ordinaire.

De plus, le PLF 2020 intervient dans un contexte particulier marqué par des défis multiples, dont la grande pression sur le Trésor, avec des cours du pétrole à 66,1 dollars le baril en 2019, soit un recul notable par rapport à 2018 où le baril s'établissait à 73 dollars, mais aussi un recul des quantités d'hydrocarbures destinées à l'exportation de l'ordre de 7,3% en 2018, a expliqué M. Loukal.

Et d'ajouter que l'année prochaine connaîtra une amélioration "considérable" en ce qui concerne les recettes de la fiscalité ordinaire qui s'élèveront à 300 milliards de DA grâce à l'élargissement de l'assiette fiscale, à l'amélioration du recouvrement et à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Les dépenses des administrations publiques connaîtront, quant à elles, une "baisse" grâce au recul du train de vie de l'Etat, de même que les dépenses seront, en général, rationalisées notamment en ce qui concerne les importations, a indiqué le premier responsable du secteur.

Concernant l'encadrement, le PLF 2020 a été élaboré sur la base d'un prix référentiel du baril de pétrole à 50 dollars et un prix de marché à 60 dollars/baril pour la période allant jusqu'à 2022, et un taux de change de 123 dinars/dollar pour 2020, 128 dinars/dollar pour 2021 et 133 dinars/dollar pour 2022.

Il prévoit également une croissance économique de l'ordre de 1,8%, le même taux pour la croissance hors hydrocarbures et une augmentation du taux d'inflation à 4,08% en 2020, à 5,07% en 2021 et à 5,87% en 2022.

COLLECTIVITÉS LOCALES - DÉVELOPPEMENT

Tamanrasset : un programme spécial pour accompagner le développement dans la région

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salaheddine Dahmoune, a annoncé, lundi à Tamanrasset, un programme spécial pour accompagner le développement dans cette wilaya.

"Un programme spécial a été retenu pour accompagner le développement dans la wilaya de Tamanrasset qui a déjà enregistré un bon développement en matière de couverture en électricité et gaz naturel", a affirmé M. Dahmoune, lors d'une séance de travail consacrée à l'évaluation de l'exécution des programmes de développement, dans le cadre de Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales.

Le ministre a souligné que "l'Etat œuvrera à la consolidation du développement économique dans cette wilaya du grand Sud du pays", ajoutant que le programme spécial "permettra de répondre, selon les priorités et en fonction des potentialités existantes, aux attentes et préoccupations de la population locale".

M. Dahmoune a ajouté, à cet égard, que "les jeunes se tailleront une grande part dans la participation au développement et bénéficieront de l'accompagnement pour monter des micro-entreprises".

Il a fait l'annonce aussi de la création prochaine d'un fonds spécial pour le financement des Start-up, dont les jeunes des régions du Sud auront "une grande part".

Dans ce contexte, le ministre a appelé les jeunes à acquérir des qualifications offertes par les établissements de la formation professionnelle, leur permettant de s'insérer dans le monde du travail, de mettre en valeur leurs capacités et compétences et, ainsi, de s'impliquer dans la dynamique de développement de l'économie nationale. "D'importantes décisions ont été prises dernièrement par le Gouvernement pour améliorer la prise en charge sanitaire des citoyens des régions du Sud du pays", a souligné le ministre avant de révéler que "les régions de Tazrouk, Abalessa et Silet vont bénéficier de projets d'alimentation en gaz naturel".

Le ministre a, par ailleurs, rendu un grand hommage à l'Armée nationale populaire (ANP) pour ses efforts déployés pour assurer la protection des frontières et garantir la sécurité et la stabilité, avant d'appeler à appuyer les efforts de l'ANP.

La wilaya de Tamanrasset s'est vue accorder entre 2016 et 2019 un financement de plus de 20 milliards DA, tous secteurs confondus, pour la

réalisation des projets de routes, d'énergie, d'aménagement urbain, d'éclairage public et de réalisation de puits pastoraux.

Tenue au nouveau siège de la wilaya de Tamanrasset, cette rencontre a été mise à profit par le président de l'Assemblée populaire de la wilaya (PAPW), El-Ouandri El-Maghli, pour soulever une série de préoccupations portant sur l'octroi d'une tranche supplémentaire de différents programmes d'habitat, le renforcement des travaux de réalisation de la RN-1 et du tronçon reliant Tamanrasset à Tin-Zaouatine, l'ouverture de nouveaux circuits pour promouvoir les activités touristiques dans la région et l'aménagement d'établissements pédagogiques.

Le ministre de l'Intérieur a, auparavant, procédé au lancement d'un projet de centre d'accueil d'immigrés clandestins, d'une capacité de 600 places, implanté à l'entrée Sud de Tamanrasset, entrant dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant la prise en charge des immigrés clandestins dans le respect des droits de l'homme et des conventions signées à ce titre par l'Algérie.

Selon le ministre, ce centre offre toutes les conditions nécessaires de prise en charge des migrants clandestins, dont la prise en charge sanitaire, avant leur rapatriement vers leurs pays, ajoutant que toutes les procédures nécessaires seront prises pour l'achèvement de cette structure d'accueil.

Le ministre a poursuivi sa tournée dans la région par l'inauguration du siège du service régional des moyens de communications de la sûreté nationale, où il a suivi un exposé sur les différentes missions dévolues à ce service.

Sur site, M. Dahmoune a mis en avant l'importance de la formation continue et son rôle dans la promotion de la mission des éléments de ce corps de sécurité, avant de signaler que neuf sessions de formation ont été initiées au profit de 800 policiers.

Le ministre de l'Intérieur a également inspecté le chantier du siège de la police judiciaire mobile, avant d'inaugurer une école de police à Tamanrasset, composée de 12 salles de cours, un amphithéâtre de 300 places et un parcours d'entraînement. M. Dahmoune a aussi procédé, au deuxième et dernier jour de sa visite de travail, à l'inauguration du nouveau siège de la wilaya de Tamanrasset.

LOGEMENT: M. Beldjoud affirme que l'Etat «ne renoncera pas à la réalisation des programmes de logement»



Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a affirmé dimanche à Tébessa que l'Etat «ne renoncera pas à la réalisation des programmes de logement des différentes formules à travers l'ensemble du territoire du pays».

Lors de sa tournée d'inspection dans cette wilaya frontalière, le ministre a assuré que «le gouvernement œuvre à mobiliser les ressources financières nécessaires pour l'exécution des divers programmes de logements et répondre aux besoins et demandes enregistrés». Il a rappelé à ce propos que la wilaya de Tébessa a bénéficié d'un total de 32.000 unités dont 15.000 déjà distribués et les travaux se poursuivent pour la réalisation des quotas restant dans «les plus proches délais». Sur le chantier d'aménagement d'un lotissement social dans la commune de Safsaf El Ouesra (60 km au Sud de Tébessa), M. Beldjoud a indiqué que ces lotissements prévus dans les wilayas des Hauts plateaux et du Sud viennent répondre au grand nombre des demandes sur le logement affirmant que 362.000 lots seront aménagés dans 29 wilayas dont 140.000 lots sont déjà en voie de l'être. Plus de 92 milliards DA ont été mobilisés par l'Etat pour aménager ces lotissements et les raccorder aux divers réseaux outre la réalisation des leurs réseaux routiers. Selon les explications données au ministre, Tébessa recense actuellement 58 lotissements sociaux totalisant 9.619 lots de 431 hectares en cours d'aménagement. Le ministre a présidé à l'occasion une cérémonie symbolique de distribution d'arrêtés d'attribution de lots sociaux et d'aides estimées à 70.000 DA insistant la réalisation de constructions à modèle uni et l'implantation des équipements nécessaires.

Dans la commune de Boulhaf Eddir (13 km de Tébessa), le ministre a inspecté le chantier de réalisation de 3.240 logements AADL saluant la célérité des travaux et relevant la nécessité d'attribuer les marchés à des entreprises algériennes et de respecter les délais de réalisation. Il s'est déplacé dans la même commune, au pôle universitaire et a préconisé de hâter les procédures d'acquisition des équipements nécessaires pour livrer avant la fin de l'année en cours 4000 places pédagogiques et 2000 lits. Le ministre poursuivra sa visite en présidant la distribution des arrêtés de lotissements sociaux et d'aides au logement rural dans plusieurs communes de la wilaya.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, SALAH-EDDINE DAHMOUNE, L'A AFFIRMÉ HIER À TAMANRASSET: «La Police algérienne a acquis un grand professionnalisme»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah-Eddine Dahmoune, a affirmé hier à Tamanrasset que la Police algérienne a acquis un "grand professionnalisme" tout au long de son parcours.

S'exprimant lors de l'inauguration du siège de la 4ème sureté urbaine au quartier Tahaggart, le ministre a indiqué que "la Police algérienne a acquis un grand professionnalisme et a réalisé une avancée appréciable tout au long de son parcours, qui suscite la considération d'institutions policières de plusieurs pays".

"Nous avons aujourd'hui une Police professionnelle, qui est au service du citoyen et que de solides liens se sont tissés entre cette institution sécuritaire et le peuple", a souligné M. Dahmoune à ce sujet. Relevant les grands défis que posent Tamanrasset, en tant que région frontalière et au vaste territoire, le ministre a souligné que "l'Etat accompagne cette institution sécuritaire dans la région pour lui permettre d'assurer une couverture globale" qui, a-t-il précisé, atteint actuellement les 85%. Le ministre de l'Intérieur, qui était accompagné notamment du Directeur général de la sureté nationale, Khelifa Ounissi, a écouté un exposé sur le territoire de compétence de la 4ème sureté urbaine de Tamanrasset qui assure une couverture à une population de plus de 26.000 âmes. Auparavant, le ministre avait, en compagnie notamment du Directeur général de la protection civile (PC), Boualem Boughlef, inauguré une unité secondaire de la protection civile dans la commune de Tazrouk (300 km Nord-Est de Tamanrasset), baptisée du nom du défunt moudjahid Cherifi Bah.



Il a indiqué, à cette occasion, que plusieurs objectifs incombent à la P.C dans ces vastes régions, ajoutant que les structures de cette institution couvrent 82% de la wilaya et que les efforts se poursuivent en vue de porter cette couverture à 100%.

Le Gouvernement a adopté d'importantes dispositions, notamment en matière d'évacuation sanitaire dans les régions éloignées, à travers le transport par hélicoptère, a-t-il souligné.

L'importance de l'unité secondaire de la P.C de Tazrouk réside dans le fait qu'elle se situe dans une zone exposée aux inondations et enregistrant de fréquents accidents de circulation, a-t-on fait savoir en signalant qu'elle œuvrera, entre autres de ses missions, à la sensibilisation des citoyens sur les différents risques. Sur site, le ministre de l'Intérieur a rencontré des citoyens de la région qui lui ont soulevé leurs doléances, liées notamment à la finali-

sation du revêtement des 60 km restants de la route Tazrouk-Tamanrasset via la localité de Tahift, à l'octroi de programmes d'Habitat de différentes formules et à l'amélioration des prestations téléphoniques, en plus de la réhabilitation des écoles primaires et de la protection des terres agricoles des inondations. En réponse à leurs préoccupations, M. Dahmoune a annoncé la prise en charge prochainement de la requête concernant la finalisation du revêtement de la route précitée, avant d'instruire les responsables locaux concernés afin d'établir des fiches techniques concernant divers projets. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire poursuit sa visite de travail, entamée dimanche dans la wilaya déléguée d'In-Salah, par l'inspection et l'inauguration de structures relevant de divers secteurs au chef lieu de wilaya de Tamanrasset.

DROITS DES ENFANTS: M. Cherfi : «un concours national au profit des élèves à partir d'aujourd'hui»

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi a annoncé, hier à Alger, le lancement, aujourd'hui, d'un concours national au profit des élèves des cycles primaire et moyen sur le thème des droits des enfants. Organisé à l'initiative de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'Enfance (ONPPE) en coordination avec le ministère de l'Education nationale à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits de l'enfant (20 novembre), le concours est scindé en deux volets, à savoir le

dessin sous le thème "Je suis un enfant, j'exprime mes droits par le dessin", destiné aux élèves du primaire, et le deuxième consiste en la rédaction d'une lettre sous le thème "Je suis un enfant algérien, j'exprime mes droits par une lettre au monde", destiné aux élèves du cycle moyen, a expliqué Mme Cherfi. Les résultats et la distinction des lauréats de ce concours dont l'objectif est d'apprendre aux enfants leurs droits auront lieu le 19 décembre prochain à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la ratification de la convention mon-

diale des droits des enfants par l'Algérie. Par ailleurs, Mme Cherfi a indiqué que l'ONPPE a reçu 2.174 signalements de cas d'atteinte aux droits de l'enfant, dont plus de 1.287 garçons, émanant de citoyens, voire d'enfants eux-mêmes via le numéro vert (11/11), depuis son lancement en avril 2018. Concernant la répartition par tranches d'âge, Mme Cherfi a fait savoir que "684 enfants sont âgés de moins de six (06) ans, 1.093 autres, âgés entre 7 et 13 ans et le reste des enfants entre 14 et 18 ans", expliquant que "ces signalements, dont la majorité a

été traitée, ont trait, entre autres, à la maltraitance, la violence, l'exploitation des enfants à des fins économiques ou dans la mendicité". "Dès la réception d'un signalement, une démarche est engagée sur le terrain pour s'assurer de la véracité de l'information, qui est transmise, dans la majorité des cas, au Service du milieu ouvert relevant du ministère de la Solidarité nationale", a-t-elle précisé ajoutant que "la mission de prise en charge et de protection de l'enfance incombe aux différentes parties et à la société dans son ensemble".

CONSEIL DE LA NATION: Reprise des travaux en séances plénières dès 24 novembre

Le Conseil de la nation reprendra ses travaux en séances plénières, à partir de dimanche 24 novembre, par la présentation du Projet de loi de finances 2020 (PLF 2020), suivis, lundi le 25 du même mois, du débat du projet de Loi suscitée, puis de la présentation et du débat du Projet de loi organique modifiant et complétant la loi organique relative aux lois de finances, a indiqué dimanche un communiqué de la Chambre haute du Parlement.

L'ordre du jour a été arrêté lors d'une réunion du bureau du Conseil de la Nation élargie au contrôleur parlementaire et aux présidents des groupes parlementaires, présidée par le président par intérim du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, en vue d'examiner le projet de programmation des travaux législatifs du

Conseil de la Nation pour la période allant du 24 au 28 novembre 2019, présenter et débattre du projet de budget du Conseil de la nation pour l'année 2020, a précisé la même source.

Ainsi, il a été décidé, lors de cette réunion, de la reprise des plénières du Conseil de la nation, dès dimanche le 24 novembre, par la présentation du Projet de loi portant Loi de finances de l'année 2020, d'autant que les travaux se poursuivront lundi le 25 du même mois (matin) et seront suivis dans l'après-midi, par la présentation et le débat du Projet de loi organique modifiant et complétant la Loi organique N18-15 du 2 septembre 2018 relative aux Lois de finances, précise le communiqué. Quant à la séance de mardi, 26 novembre, elle sera consacrée à la présentation

et au débat du Projet de loi régissant les activités des hydrocarbures, alors que le mercredi 27 novembre, il sera procédé à la présentation et au débat du Projet de loi modifiant l'ordonnance N 66-155 du 8 juin 1966, portant Code de procédure pénale, suivi dans l'après-midi, de la présentation et du débat du Projet de loi complétant l'ordonnance N 06-02 du 29 Mouharam 1427 de l'Hégire correspondant au 28 février 2006, portant Statut général des personnels militaires, lit-t-on dans le communiqué qui ajoute que les cinq projets de loi susmentionnés seront soumis à adoption lors d'une séance générale qui sera tenue le 28 novembre (au matin). A ce propos, le président par intérim du Conseil de la Nation a adressé une allocution, aux membres du

Bureau, aux présidents des groupes parlementaires ainsi qu'au contrôleur parlementaire, et à travers lesquels, les membres de la Chambre haute du Parlement, appelant à «saisir l'opportunité du débat de ces textes juridiques, en vue de hisser le niveau de responsabilité politique, conformément aux défis qu'impose la conjonction nationale et internationale».

Lors de cette réunion, il a été également procédé à la présentation et au débat du projet de budget du Conseil de la Nation pour l'année 2020, et ce après avoir entendu l'exposé présenté par Mohamed Drissi Dada, Secrétaire général du Conseil de la Nation, autour du projet de budget.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS, MUSTAPHA KORABA:

«Livraison du projet de la ligne ferroviaire Mécheria-El Bayadh avant la fin 2020»

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Koraba a insisté, dimanche dans la wilaya de Naama, sur la livraison du projet de la ligne ferroviaire Mécheria-El Bayadh et sa mise en service avant la fin de 2020.

En inspectant les travaux de réalisation d'un tronçon de cette ligne longue de 135 kilomètres à la première journée de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a instruit d'accélérer la cadence de concrétisation de ce projet lancé en 2013 et qui enregistre actuellement un taux d'avancement dépassant 51 pour cent, insistant sur sa livraison et la mise en service de la ligne avant la fin de la prochaine année.

Mustapha Koraba a souligné que «ce projet structurant à une grande importance pour les citoyens de la région avec son caractère urgent», faisant observer que les travaux sont à un rythme lent nécessitant de relancer les chantiers ou résilier les marchés avec les entreprises accusant du retard pour accélérer la cadence des travaux.

En inspectant le poste de maintenance des wagons à Mécheria, le ministre a pris connaissance des préoccupations des responsables locaux de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) concernant les passages à niveau sans signaux sur l'itinéraire des lignes ferroviaires traversant la wilaya, en plus du rejet de déchets domestiques le long des rails.

Au même site, il a déclaré l'achèvement de la rénovation de 136 anciens wagons cette année au niveau du centre de maintenance basé à Sidi Bel-Abbès pour les mettre en service au début de l'année prochaine. Plusieurs wagons réparés seront affectés pour le lancement du train automoteur sur la ligne ferroviaire reliant Mecheria et Ain Sefra dans la wilaya de Naama pour renforcer le transport universitaire.

Par ailleurs, le ministre s'est enquis à la sortie-sud de Mecheria des travaux de renforcement du dédoublement de la route nationale (RN 6) sur 6 km enregistrant un taux d'avancement enregistré de 85 pc. Il a donné des instructions aux responsables du secteur des travaux publics de la wilaya pour le lancement immédiat de l'élaboration d'un dossier complet pour le classement du chemin de wilaya (CW 5) s'étendant sur une distance de 122 km et son intégration à la RN 6.



Au sujet de la proposition d'inscrire le doublement du tronçon de la RN 22 reliant la commune de Naama et la wilaya de Tlemcen, Mustapha Koraba a insisté sur l'achèvement des études techniques de ce projet comme priorité dans le cadre de la concrétisation des prochains programmes du secteur pour l'exercice de 2020, déclarant que l'Etat prendra en charge tous les projets proposés qui constituent des axes reliant l'autoroute est-ouest et l'autoroute des Hauts plateaux qui sera réalisé dans l'avenir dans le cadre du plan national des travaux publics et transports à l'horizon 2030. Le ministre a souligné que toutes les propositions faites au niveau de la wilaya de Naama, à l'instar de la réalisation du chemin «Sirat El Kheil» reliant Chellala et Mecheria et le chemin entre le village de Cheikh Bouamama et El Boudou sont prises en charge à partir de l'année prochaine 2020.

Rencontrant des représentants d'associations locales au chef-lieu de wilaya qui l'ont sollicité de transférer le tracé de la ligne ferroviaire traversant le centre-ville vers l'extérieur du tissu urbain, il a indiqué que l'Agence nationale des études et suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) élaborera une étude précise pour déterminer les sections de cette ligne traversant le tissu urbain de la ville de Naama qui seront transférées en dehors de la ville pour mettre fin aux risques encourus lors du passage des trains dans les cités d'habitation.

La première journée de cette visite a permis au ministre d'inspecter une opération d'aménagement et de réfection d'un garage et d'ateliers de maintenance au siège de l'entreprise publique de transport urbain de Naama.

A cette occasion, il a annoncé que la wilaya de Naama sera bientôt dotée de 15 nouveaux bus pour ouvrir de nouvelles lignes au niveau des zones urbaines des grandes villes, soulignant que des autorisations d'ouverture et exploitation de nouvelles lignes suburbaines seront accordées à des opérateurs privés.

Mustapha Koraba poursuivra sa visite dans la wilaya de Naama demain lundi par l'inspection de chantiers de confortement et de modernisation de la RN 6 à Tiout et de rénovation du CW 5 à Sfisifa.

LOGISTICAL-2019: Signature de deux conventions au profit de l'exportation hors hydrocarbures

Deux conventions visant la promotion des exportations algériennes hors hydrocarbures, ont été signées, hier à Alger, en marge de l'inauguration de la 4ème édition du Salon international du transport et de la logistique (Logistical-2019).

La première convention de partenariat a été signée entre la Chambre algérienne de commerce et d'Industrie (CACI) et la compagnie aérienne turque, Turkish Airlines dans le but d'encourager l'exportation des marchandises algériennes par voie aérienne.

La seconde convention a été, quant à elle, conclue entre l'entreprise "Green Palm", spécialisée dans l'exportation de dattes et "ALTERCO", l'Entreprise gestionnaire du port sec de Rouiba (Alger Est).

Lors d'un point presse qu'elle a animé en marge de l'inauguration de "Logistical-2019", la directrice générale de la CACI, Wahiba Bahloul, a indiqué que la convention signée avec "Turkish Airlines" est fait partie des mécanismes de soutien mis en place par la Chambre pour aider les opérateurs économiques nationaux à exporter leurs produits.

En vertu de cette convention "Turkish Airlines" contribuera à la promotion de l'exportation des produits algériens, ce qui fait déjà la compagnie aérienne nationale, Air Algérie, à travers sa filiale "Algérie Cargo".

"C'est une opportunité supplémentaire pour l'opérateur économique en termes de prospection de marchés, de participation aux foires à l'étranger et d'exportation de produits", a-t-elle expliqué.

Concernant la seconde convention, le représentant de "Green Palm" s'est félicité pour cette nouvelle opportunité qui s'offre aux entreprises exportatrices de dattes et leur permet un important gain de temps et d'argent.

"Dans le passé, nous ne savions pas où le navire allait accoster pour lui livrer notre marchandise, sachant que le port d'Alger n'est exploité que par deux entreprises", a-t-il fait observer.

SALON BISKRA : 100 exposants nationaux et étrangers au Salon international des dattes



La 5ème édition du salon international des dattes s'est ouverte hier à l'Ecole régionale des sports olympiques de Biskra en présence de 100 exposants nationaux et étrangers sous l'égide des ministres de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, du Commerce et des Ressources en Eau respectivement MM. Cherif Amari, Saïd Djelab et Ali Hemam.

Cette importante manifestation économique regroupe annuellement les producteurs de dattes de Biskra et des autres wilayas au côté des opérateurs économiques activant dans les domaines de l'emballage et du matériel agricole.

Selon les explications données sur site, le salon vise la promotion de la production des dattes algériennes notamment la variété Deglet Nour mondialement réputée et la recherche des opportunités d'investissement par la mise en contact des divers opérateurs de la filière incluant les producteurs, les exportateurs et les diverses instances publiques concernées par la valorisation de ce produit agricole potentiellement source de revenus en devises.

L'ouverture de ce salon de trois jours a été également marquée par la présence des ambassadeurs de 18 pays dont l'Inde, l'Indonésie, le Liban et la Pologne et des représentants diplomatiques de 17 autres ambassades.

La manifestation est organisée par la chambre de wilaya de l'agriculture en coordination avec la chambre du commerce et de l'industrie, CCI-Ziban et la chambre locale de l'artisanat et des métiers.

SELON L'ONS:

Le parc automobile a dépassé 6,4 millions de véhicules à la fin 2018

Le parc automobile de l'Algérie comptait plus de 6,4 millions de véhicules à la fin de l'année 2018, contre plus de 6,1 millions en 2017, soit une hausse de 3,98%, a appris hier l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Le parc roulant national était fort de 6.418.212 véhicules à la fin de l'année 2018, contre 6.162.542 véhicules à la fin de 2017, soit une hausse de 255.670 unités (3,98%), a précisé la même source. Concernant le second semestre de 2018, l'ONS a indiqué que près de 820.000 véhicules ont été immatriculés ou ré-immatriculés, contre 824.498 véhicules durant la même période en 2017, soit une baisse 0,56%.

Le nombre global de véhicules immatriculés et ré-immatriculés a atteint ainsi 819.904 véhicules au

second semestre 2018, dont 155.400 véhicules neufs, contre 126.513 unités neuves durant la même période de l'année précédente, soit une baisse de 22,83%. Les immatriculations définitives des véhicules neufs signifie leur mise en circulation, a expliqué l'Office, précisant que l'examen de ces immatriculations définitives, au regard des importations, fait apparaître qu'une bonne partie des véhicules n'est pas immatriculée au cours de l'année d'importation". Concernant la répartition des immatriculations et ré-immatriculations durant le 2ème semestre 2018, selon le type de véhicules, l'ONS indique que le parc automobile algérien se compose de 568.932 véhicules de tourisme (69,39% du chiffre globale 819.904), de 135.840 camionnettes (16,57%) et 51.058 motos

(6,23%). Le parc national compte aussi 29.988 camions (3,66%), 9.073 tracteurs agricoles (1,11%), 8.671 remorques (1,06%), 7.950 autocars-autobus (0,97%), 7.596 tracteurs routiers (0,93%) et enfin 796 véhicules spéciaux (0,10%). Pour ce qui concerne la répartition régionale, les cinq premières wilayas qui ont enregistré le plus grand nombre d'immatriculation et de ré-immatriculation durant le 2ème semestre 2018, sont celles d'Alger avec 47.859 unités (30,80% de la totalité), suivie de Blida avec 9.971 (6,42%), Oran avec 8.471 unités (5,45%), Sétif avec 7.054 unités (4,54%) et Boumerdes avec 5.387 (3,47%). Selon la nationalité des constructeurs, les véhicules neufs et d'occasion immatriculés et ré-immatriculés, durant les six derniers mois de 2018, sont de

surtout français (203.534 véhicules, dont 21.793 unités neuves), suivis des japonais (100.303, dont 7.813 neufs), allemands (75.506, dont 18.294 neufs) et enfin chinois (26.658 unités, dont 5.253 véhicules neufs). Pour rappel, le nombre des véhicules immatriculés et ré-immatriculés a atteint 743.994 unités durant le premier semestre 2018, dont 100.138 nouvelles, enregistrant une hausse de 4.144 unités par rapport au même semestre 2017 (739.850 unités), soit une augmentation de 0,56%.

Concernant les immatriculations des véhicules neufs (100.138 véhicules), l'Office avait relevé une "forte augmentation" de l'ordre de 100,9% (50.289 véhicules) durant le 1er semestre de l'année dernière, contre 48.849 unités à la même période de 2017.

KHENCHELA: Réhabilitation début 2020 de 3 chemins communaux à El Mehmel

Une opération de réhabilitation de trois chemins communaux (CC) sera engagée début 2020 dans la commune d'El Mehmel (9 km au Sud-est de Khenchela), a indiqué dimanche le président de l'APC de la collectivité, Abdeslam Messai. Classés «points noirs» par les services des travaux publics, ces tronçons à réhabiliter se composent de 5 km du CC-69 entre la RN-32 et le village Khelfna, de 3,2 km du CC-15 entre le village Bouzouak et mechta Ouled Nacer et 3,8 km du CC-14 entre le chemin de wilaya CW-18 A et la localité de Bedjène, a précisé le même responsable.

L'appel d'offres pour cette opération a été lancé dernièrement en attendant la désignation des entreprises retenues avant la fin de l'année en cours pour lancer les travaux début 2020, a assuré le même élu qui a précisé que le financement de ces actions est assuré par le Fonds de garantie et solidarité des collectivités locales.

OUARGLA: Soutien financier aux céréaliculteurs pour l'acquisition de 26 nouveaux pivots

Un soutien financier a été accordé cette année aux céréaliculteurs dans la wilaya d'Ouargla pour l'acquisition de 26 nouveaux pivots d'irrigation, à même de couvrir une superficie de 555 hectares, a-t-on appris hier de la direction locale des services agricoles (DSA). Ces surfaces céréalnières sont réparties entre les zones de N'goussa, Gassi-Touil, Remtha, Hassi-Benabdallah et Mégarine, a-t-on précisé. Un soutien a été également accordé cette année aux céréaliculteurs pour la réalisation de 12 nouveaux puits agricoles d'une profondeur de 50 à 200 mètres, en plus de leur équipement en pompes, a-t-on également fait savoir. Le soutien aux producteurs de céréales a permis depuis 2014 l'installation de 135 pivots d'irrigation, couvrant une superficie globale de 3.000 hectares, selon la même source.

Le nombre de puits agricoles réalisés durant la même période a atteint les 87 puits, dont quatre (4) d'une profondeur de moins de 50 mètres, a-t-on ajouté. Les opérations de soutien à cette filière agricole stratégique ont permis aussi l'acquisition depuis 2009 de divers matériels et équipements agricoles, dont trois (3) moissonneuses et 34 tracteurs, signale la DSA.

MÉDÉA: Recensement en vue d'une régularisation des projets d'habitat dépourvus d'actes de propriété

Un recensement des projets d'habitat, dépourvus d'acte de propriété, est «en cours» dans la wilaya de Médéa, dans le cadre d'une opération de régularisation lancée récemment à travers plusieurs communes, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Une commission, composée de représentants des direction du logement (DL), l'urbanisme, l'architecture et la construction (DUAC), de l'agence de régulation foncière et des services des domaines, a été installée, au début du mois de novembre, pour superviser cette opération, a-t-on signalé. Celle-ci disposera, a-t-on ajouté, jusqu'à la fin du mois courant, pour établir une liste des projets d'habitat, déjà réalisés ou en phase de lancement, ne disposant pas encore d'acte de propriété, et entamer, une fois cette première phase achevée, les procédures de régularisation auprès des services des domaines.

TÉBESSA: Affectation d'un quota supplémentaire de logement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud a annoncé, l'affectation au profit de la wilaya de Tébéssa d'un quota supplémentaire de logements en vue de renforcer le secteur et de répondre à la forte demande enregistrée à l'échelle locale.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa visite d'inspection du projet de réalisation de logements publics locatifs au pôle urbain d'El Dekan dans la ville de Tébéssa, le ministre a indiqué qu'un quota supplémentaire de 500 logements promotionnels aidés (LPA) et 500 aides au logement rural a été affecté à la wilaya de Tébéssa soulignant que les mesures administratives et juridiques seront «incessamment» effectuées pour le lancement de ces projets.

M. Beldjoud a ajouté que «le secteur de l'habitat accuse un retard important dans la wilaya de Tébéssa en ce qui concerne les projets de type location-vente (AADL), public locatif et promotionnel aidé».

A ce propos, il a instruit les responsables concernés d'accélérer la cadence des chantiers et de renforcer la main d'œuvre afin que ces logements soient attribués à leurs bénéficiaires «au début du premier trimestre 2020».

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a également insisté sur la réalisation d'infrastructures publiques (écoles, salles de soins, siège de sûreté) et de locaux commerciaux parallèlement à la construction de ces logements pour, selon ses dires, gagner la confiance du



citoyen. Il a également révélé qu'une importante enveloppe financière de l'ordre de 1,3 milliard de dinars a été allouée à la wilaya de Tébéssa pour le parachèvement des travaux d'aménagement urbain dans les différents chantiers de logements en cours de réalisation, en attendant l'obtention d'autres aides financières l'an prochain, a-t-il dit.

Auparavant, le ministre avait présidé à la salle de conférences «El Chahid Abed El Zine» l'opération de tirage au sort de positionnement des

bénéficiaires d'un quota de 821 logements sociaux locatifs au pôle urbain d'El Dekan.

M. Beldjoud a conclu sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tébéssa en présidant la cérémonie de distribution de 26 décisions d'affectation de logements dans la commune d'El Ouenza, et 32 aides au logement rural dans les communes d'Chrea, El Olga, Bir Dhab en plus de 19 lotissements sociaux dans les communes de Sefsaf, El Ouesra, Bir El Ater et Lekouif.

BATNA: Mise en service de 16 unités de production depuis janvier dernier

Seize (16) unités de production ont été mises en services dans la wilaya de Batna «depuis le début de l'année en cours», a annoncé dimanche le chef de l'exécutif local, Farid M'hamed.

S'exprimant au cours de son intervention lors des travaux de la troisième session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya (APW) au titre de l'exercice 2019, le wali de Batna a indiqué que ces nouvelles unités ont permis la création de plus de 1.529 postes d'emploi permanents à travers les communes de la wilaya dans diverses activités,

notamment la fabrication des produits de construction, du céramique, des plaques d'aluminium, le conditionnement des viandes, ainsi que dans le domaine du recyclage de plastique. Aussi, 45.300 postes d'emploi permanents seront créés à la faveur de 425 projets d'investissements validés à ce jour, a fait savoir le même responsable. S'agissant du suivi de la concrétisation des projets et de l'assainissement du foncier industriel, M. M'hamed, a fait état de la récupération de sept (7) assiettes foncières d'une superficie totale de

sept (7) hectares, situés dans les daïras de Marouana et de Barika.

Dans le cadre de la poursuite de cette opération, treize (13) contrats de concession d'assiettes foncières à vocation industrielle situées dans les daïras de Batna, El Madher, Chemora et Timgad, et totalisant une superficie de 27 hectares, sont en cours de résiliation, a révélé la même source. Durant l'année en cours, trois (3) zones d'activités ont été créées dans les communes de T'kout, Ouled Sellam et Ain Touta, a souligné le premier responsable de la wilaya, rappelant

que trois (3) zones d'activités ont été créées au cours de l'année dernière dans les communes de Seggana, Zanat El Beida et Djezar en vue de renforcer l'investissement et de localiser les nouveaux projets susceptibles de promouvoir le développement local à travers la création de la richesse et des postes d'emploi.

A signaler que la wilaya de Batna compte quatre zones industrielles d'une superficie globale de 609 hectares ainsi que onze (11) zones d'activités totalisant une superficie de 400 hectares réalisées durant entre l'année 1983 et 2017.

SÉTIF: Des créances de plus 2,4 milliards de dinars à recouvrer par la Sonelgaz

Le portefeuille des créances impayées détenues par la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) sur ses abonnés dans la wilaya de Sétif s'élève à 2,4 milliards de dinars, a indiqué dimanche le directeur de la concession de distribution d'électricité et de gaz, Abdellah Bendjeddah.

Les créances cumulées concernant des clients ordinaires (ménages) sont estimées à 780 millions de dinars le reste étant détenu sur les communes à hauteur de 810 millions de dinars et les diverses administrations avec 750 millions de dinars, selon la même source.

Toutes ces créances, cumulées au fil des années précédentes «pèsent»

lourdement sur la dynamique interne de l'entreprise en matière d'amélioration des prestations de service, a souligné Bendjeddah.

Ce responsable a dans ce contexte fait état des campagnes visant à sensibiliser les abonnés à s'acquitter de leurs redevances à travers un système multicanal permettant le paiement des créances et autres factures dans les différentes agences postales, bancaires ainsi que dans les points de services de proximité de la Sonelgaz créés dans les différents quartiers de la wilaya de Sétif.

Des négociations à l'amiable avec des abonnés ainsi que la mise en place d'échéanciers sont également effectués pour régler cette situation,

selon la même source qui a précisé que la coupure d'électricité pour impayé n'intervient qu'après épuisement de toutes les voies amiables.

M. Bendjeddah a par ailleurs, révélé que plus 600 dossiers de défaut de paiement des factures d'électricité et de gaz ont été envoyés aux instances judiciaires au cours de cette année.

D'un autre côté plus de 600 agressions sur les ouvrages et le réseau d'électricité ont été relevées au cours de cette année dans la wilaya de Sétif qui recense un total de 429 996 abonnés au réseau électrique et 321 000 autres à celui du gaz naturel.

LUTTE CONTRE L'ÉMIGRATION CLANDESTINE: Mise en place d'une commission de coordination sécuritaire à Tipasa

Une commission de coordination sécuritaire a été mise en place, à Tipasa, au titre des efforts de lutte contre le phénomène de l'émigration clandestine, qui n'a eu de cesse d'attirer de nouvelles victimes, a-t-on appris, dimanche, auprès du chef de l'exécutif de la wilaya.

"Une décision a été émise en vue de la création d'une commission de coordination entre l'ensemble des services de sécurité de la wilaya", a indiqué Mohamed Bouchama dans une déclaration à l'APS, signalant que celle-ci (commission) se "réunira chaque fois que nécessaire", sous sa présidence "en vue de l'examen de la situation et la prise de décisions appropriées", a-t-il expliqué.

Après avoir souligné l'inscription de cette initiative au titre des mesures entreprises par le Gouvernement pour lutter contre l'émigration clandestine, notamment la décision ministérielle de l'été 2019, portant sur l'impératif de coordination des efforts des services sécuritaires pour prévenir l'extension de ce phénomène, le wali a particulièrement mis l'accent sur les efforts consentis par les différents services sécuritaires de la wilaya, pour "faire face à de nombreuses tentatives d'émigration clandestine, sur les côtes de Tipasa, et la mise en échec de nombreuses parmi elles", sans fournir de chiffres à ce propos.

"La lutte contre ce phénomène requiert une contribution de la part de tout un chacun, dont la société civile et les masses médias", a-t-il estimé, par ailleurs.

Poursuivant sur sa lancée, M. Bouchama a souligné "l'intérêt crucial" conféré par les autorités supérieures du pays (à l'instar des autres pays de la planète touchés, qui n'y ont pas échappé), à ce phénomène, au vue, a-t-il dit, des "risques encourus pour la cohésion de la société".

"L'émigration clandestine n'est plus seulement le fait de jeunes chômeurs en bute à des conditions de vie difficiles, mais également d'autres individus relevant de couches sociales autrement plus aisées", a-t-il déploré. Le wali a cité, à cet effet, de nombreuses enquêtes des services compétents ayant attesté que les "jeunes sont souvent victimes de réseaux criminels qui les induisent



en erreur via les réseaux sociaux et la Toile bleue, en les incitant à risquer leur vie sur les embarcations de la mort pour rejoindre l'autre rive, en contrepartie de sommes d'argent considérables", a-t-il assuré. Selon Bouchama, la mission de la commission suscitée consistera à "réduire le champ d'action des réseaux d'émigration clandestine", par, a-t-il dit, la prise d'une somme de mesures visant un "contrôle rigoureux des ventes des moteurs de barques, et de tout les équipements de navigation, dont les boussoles et les outils de communication, parallèlement à l'intensification des patrouilles sécuritaires sur les plages, réputées pour être un point de départ pour les candidats à l'émigration clandestine", a-t-il expliqué. Toujours selon le chef de l'exécutif de Tipasa, ces mesures de contrôle adoptées par l'Etat algérien, dans sa lutte contre l'émigration clandestine, ont été accompagnées par d'autres procédures incitatives pour les jeunes, mises en place en coordination avec tous les partenaires concernés, dans le but d'"intégrer cette catégorie sociale (jeunes) dans le processus de développement économique, en leur offrant l'opportunité de bénéficier

des offres assurées par nombre de dispositifs d'aide à l'emploi et à la création de PME, parallèlement à l'amélioration du climat des affaires, et de facilitations administratives, bancaires et fiscales", a-t-il fait savoir.

Selon les chiffres fournis par M. Bouchama, les dispositifs Ansej, Cnac et Angem ont contribué à la réalisation de 1.500 projets de jeunes à Tipasa, depuis 2012, avec à la clé la création de 11.353 emplois directs. Des efforts sont, également, consentis, a-t-il ajouté, en vue de l'accélération du rythme de réalisation des zones d'activités à Tipasa, au nombre de 12, au moment où des instructions ont été données, a-t-il précisé, en vue "d'accorder l'accès préférentiel de 20 % de marchés publics, aux micro entreprises en guise de soutien aux jeunes".

Depuis 2017, la wilaya de Tipasa a enregistré le décès de 17 personnes par noyade en mer, contre 71 candidats à l'immigration clandestine sauvés pour la plupart au large des côtes ouest de la wilaya, selon un bilan rendu public, la semaine dernière, par les services de la protection civile, au cours d'une Journée nationale sur l'immigration clandestine.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION: 6 morts dans 5 accidents en 24 heures

Six personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans cinq accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures au niveau national, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bejaia où trois personnes sont décédées dans deux accidents, dont le plus grave a fait deux morts suite au dérapage d'une motocyclette au village colonel Amirouche au niveau de la commune d'Akbou, précise la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins à 11 personnes incommodées par le monoxyde de carbone CO émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains à Constantine, Naâma, Mila et à El-Bayadh.

Selon le même bilan, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 10 incendies urbains et divers à travers plusieurs wilayas, dont le plus grave a été enregistré dans la commune de Boumadfaâ (Ain Defla) causant le décès d'un enfant de deux ans et de brûlures de deuxième degré à une femme, suite à l'explosion de gaz butane à l'intérieur d'une habitation.

AÏN DEFLA: Un mort et 3 blessés dans l'incendie d'une maison à Boumedfaâ

Un (1) enfant est décédé et trois (3) autres personnes ont été blessées dans la soirée du dimanche à Boumedfaâ (55 km à l'est de Ain Defla) dans l'incendie d'une maison individuelle provoqué par des émanations de gaz butane, a-t-on appris hier de la direction locale de la Protection civile.

L'incendie a été provoqué par une émanation du gaz butane provenant d'une bouteille reliée à la cuisinière de l'habitation bâtie en briques et recouverte de tuiles, a-t-on fait savoir de même source, déplorant le décès d'un bébé de deux ans et des brûlures plus ou moins graves à trois personnes âgées entre 52 et 70 ans.

La célérité des secours a empêché les flammes de se propager aux autres chambres de l'habitation, a-t-on précisé, faisant état de l'évacuation des victimes vers la polyclinique de Boumedfaâ.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour élucider les circonstances de cet incident, a-t-on précisé de même source.

INTEMPÉRIES À TIZI-OUZOU: Fermeture de la RN 25 pour cause d'éboulement

La route nationale RN 15 reliant les communes de Larbaa Nath Irathen et d'Ain El Hammam, au Sud-est de Tizi-Ouzou, est temporairement fermée à la circulation depuis hier pour cause de travaux de réfection suite aux dernières intempéries qu'a connues la région, a-t-on appris de la direction locale des Travaux publics (DTP).

«Un important éboulement rocheux a été enregistré samedi sur cet axe routier provoquant son obstruction et l'interruption de la circulation automobile», a indiqué la DTP.

Dimanche, un grand rocher, resté suspendu à cause de cet éboulement et qui constituait un risque pour les usagers, a été drainé par les services de la DTP. «Nous avons décidé de fermer cet axe routier pour permettre le nettoyage des débris provoqués par cet éboulement et procéder aux réfections nécessaires», a indiqué à l'APS le responsable de cette direction, Smail Rabhi. A cet effet, la DTP invite les usagers de cet axe routier à emprunter le centre-ville de la commune adjacente, Ait Agouacha, durant la durée des travaux qui peuvent prendre «quelques jours», a-t-il souligné. D'autres éboulements et glissements de moindre importance ont été, également, enregistrés durant ces deux derniers jours sur certaines axes routiers, à l'exemple de la RN 25 et du CW reliant les communes d'Ait Yahia Moussa et de Bogni, au Sud-est de Tizi-Ouzou, au chef lieu de wilaya.

FONDATION CASBAH: Recensement de 330 bâtisses menaçant ruine

Le président de la Fondation Casbah, Ali Mebtouche a fait état, dimanche à Alger, du recensement de 330 bâtisses menaçant ruine à la Casbah d'Alger, appelant les autorités wilayales à agir pour rattraper le retard accusé dans le règlement du dossier.

«La Fondation, qui a recensé 330 bâtisses menaçant ruine n'a aucune responsabilité à avoir dans les effondrements répétés survenus à la Casbah», a-t-il précisé devant la presse, imputant ces accidents aux «mauvaises politiques appliquées à cette ville antique». Il a appelé, à ce propos, à «la divulgation des budgets affectés à la restauration de la Casbah depuis 1962 à nos jours».

Affirmant que le temps

était venu de reprendre le dossier de la Casbah dans une transparence totale permettant de mettre fin aux pertes humaines et matérielles, le président de la Fondation Casbah, s'est interrogé sur «le bien fondé» des travaux engagés notamment en ce qui concerne «la restauration de 364 maisons et la mobilisation de 54 architectes spécialisés».

Concernant l'effondrement, la semaine dernière, d'une bâtisse sise à la rue Boudierias ayant entraîné la destruction de deux immeubles mitoyens, M. Mebtouche a évoqué des raisons «objectives» derrière ces incidents tragiques, en allusion à «des erreurs commises par les occupants eux mêmes».

A ce propos, il a expli-

qué que les occupants actuels «ont substitué aux matériaux traditionnels, comme la terre et la chaux, des matériaux modernes inadaptés, comme le ciment, tout en opérant des modifications intérieures sans autorisation des autorités concernées».

Il a cité, également, le remplacement du bois des portes et des fenêtres par de l'aluminium ainsi que des surélévations qui fragilisent les fondements des anciennes bâtisses.

Ces négligences sont à mettre sur le compte des autorités locales qui n'ont pas veillé au respect de la loi 98-04 relative à la protection du patrimoine culturel et qui interdit la modification, sans autorisation de l'expertise technique, de bâtisses classées patrimoine mondial de

l'UNESCO depuis 1992.

La Fondation Casbah a proposé, par le truchement ses membres présents à cette rencontre, «la reconstruction des immeubles effondrés dans le même style architectural pour le confortement des bâtisses attenantes», et aussi pour «ne pas laisser les assiettes inoccupées afin d'éviter leur transformation en décharges anarchiques ou encore en parkings, comme c'est le cas actuellement».

Pour sa part, Othmane Bouras, membre de bureau de la Fondation, a indiqué que «80% des maisonnettes à la Casbah sont des propriétés privées, soit plus de 4.000 contre 20% de «Habous», estimant que «c'est là, une entrave majeure à la gestion de cette ville».

BOTSWANA: Révision du cadre législatif pour diminuer la fréquence des accidents de la route

Le Botswana travaille sur la révision de son cadre législatif actuel sur les transports routiers afin de diminuer la fréquence très élevée des accidents de la route, a déclaré dimanche le ministre des Transports et des Communications de ce pays d'Afrique australe.

Thulaganyo Segokgo s'est exprimé à l'occasion de la Journée mondiale du souvenir des victimes des accidents de la route 2019 à Francistown, à quelque 430 km au nord-est de la capitale botswanaise Gaborone.

Concernant les questions de non-respect du code de la route et de la loi sur les routes du Botswana, M. Segokgo a affirmé que le gouvernement durcirait les lois en vue de lutter contre le fléau du «carnage routier».

Le ministre a indiqué que les informations et programmes ciblés seraient intensifiés pour relever le niveau de sensibilisation du grand public sur l'importance de conduire des véhicules sûrs et seraient complétés par des campagnes strictes d'application des lois.

Au total, 462 personnes ont perdu la vie sur les routes en 2018 contre 444 en 2017, selon les statistiques de la police botswanaise.

En date du 14 novembre 2019, le Botswana a déjà dénombré 389 victimes, cette année, imputables à l'erreur humaine en raison de la mauvaise conduite, a précisé la police.

La Journée mondiale du souvenir des victimes des accidents de la route est commémorée chaque année le troisième dimanche de novembre.

AÉROSPATIALE: La Chine envoie dans l'espace deux satellites multimédias



Deux satellites multimédias ont été placés dimanche sur l'orbite prévue depuis le Centre de lancement de satellites de Jiuquan, dans le nord-ouest de la Chine.

Les deux satellites, KL-a-A et KL-a-B, ont été lancés par une fusée porteuse Kuaizhou-1A (KZ-1A) à 18h00 (heure de Pékin).

Les deux satellites constituent des projets de coopération commerciale internationale livrés par l'Académie d'innovation pour les microsatsellites relevant de l'Académie des sciences de Chine.

Ils sont principalement utilisés pour le test de la technologie de communication en bande Ka, et leur utilisateur est une entreprise allemande. KZ-1A est une fusée porteuse à combustible solide peu coûteuse dotée d'une haute fiabilité et d'une courte période de préparation.

La fusée, développée par une entreprise relevant de la China Aerospace Science and Industry Corporation, est principalement utilisée pour lancer des microsatsellites en orbite basse.

Le lancement de dimanche constitue la troisième mission de KZ-1A cette année.

GRÈCE: Célébration à Athènes du 46^e anniversaire du soulèvement des étudiants contre le régime des colonels

Une manifestation a été organisée dimanche à Athènes à l'occasion du 46^e anniversaire du soulèvement des étudiants contre le régime des colonels, rapportent des médias locaux.

Quelque 5.000 policiers, des drones, un hélicoptère et des canons à eau ont été mobilisés pour cette manifestation annuelle qui commémore la répression meurtrière du soulèvement des étudiants contre la dictature des colonels le 17 novembre 1973. Cette manifestation annuelle est la première depuis l'élection, en juillet dernier, du gouvernement conservateur de Kyriakos Mitsotakis et l'abolition, en août, d'une loi qui interdisait toute intervention policière dans l'enceinte d'une université.

Moins d'un mois après sa prise de fonctions, le Premier ministre a mis à exécution sa promesse de campagne, en faisant abolir d'emblée la loi dite de «l'asile universitaire».

Hérité du soulèvement étudiant du 17 novembre 1973, ce texte qui interdisait à la police de pénétrer au sein des facultés grecques était synonyme du retour de la Grèce à la démocratie.

L'abolition de cette loi a suscité plusieurs manifestations de protestation.

Mais pour le gouvernement, elle était nécessaire, les universités étant devenues, selon lui, «un sanctuaire pour les trafics de drogue» et «les



groupes anarchistes». A l'approche de la commémoration, le Parlement grec a voté jeudi le durcissement des peines de prison pour violences urbaines. Le jet d'un cocktail Molotov, pratique très répandue lors des manifestations en Grèce, est désormais passible de 10 ans de prison, contre cinq auparavant. Cette réforme du Code pénal est vivement critiquée par la

gauche et les organisations étudiantes qui ont dénoncé des interventions policières «musclées» ces derniers jours dans les universités.

Lundi dernier, environ 200 étudiants manifestant à l'université d'Economie d'Athènes ont été encerclés par des forces anti-émeutes qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et arrêté deux personnes.

ROUMANIE: Un préfet limogé pour avoir laissé agoniser un ours

Pour avoir laissé agoniser au bord d'une route un ours percuté par une voiture, un préfet roumain a été révoqué dimanche par le gouvernement qui lui reproche l'absence de «mesures appropriées» pour gérer l'incident.

Les images de l'imposant plantigrade gisant sur le bord de la chaussée d'une route départementale du centre de la Roumanie ont fait le tour des médias et des réseaux sociaux durant le week-end.

Percuté samedi soir par un véhicule à la sortie de la localité de Praid, l'animal a été grièvement blessé et s'est retrouvé immobilisé avec trois pattes cassées.

Un premier vétérinaire dépêché sur place le soir même ne disposait pas, selon le ministère de l'Environnement, des tranquillisants adéquats. Au



final, alors que les gendarmes s'occupaient de réguler la circulation en présence de l'ours mal en point, il aura fallu dix-sept heures pour que des calmants soient administrés au plantigrade, qui a finalement été euthanasié sur place dimanche à la mi-journée.

Quelques heures plus tard, le ministère de

l'Intérieur a annoncé une procédure de révocation visant le préfet du département de Harghita (centre), estimant qu'il n'a pas pris les mesures appropriées pour gérer efficacement ce problème» alors qu'il avait rapidement été informé «des souffrances de l'animal blessé».

Pour l'organisation de défense de l'environnement

Agent Green, «ces souffrances inutiles auraient pu être évitées si les fonctionnaires de la DSV (Direction sanitaire vétérinaire, ndlr) étaient équipés, formés et connaissaient la loi qui les oblige à aider un animal sans attendre l'aval d'autres autorités».

La Roumanie abriterait quelque 6.000 ours bruns, la population la plus importante d'Europe, et a vu se multiplier ces dernières années les conflits autour de leur présence jugée envahissante.

Alors qu'une partie de la population et des élus réclament une levée de l'interdiction de la chasse au plantigrade, les défenseurs de l'environnement plaident pour la mise en œuvre de mesures permettant d'améliorer la cohabitation entre l'homme et l'animal dans les zones rurales.

ETATS-UNIS: 4 morts dans une fusillade en Californie

Quatre jeunes hommes ont été tués dimanche soir lors d'une «fusillade de masse» survenue dans une résidence de la ville de Fresno (Californie) aux Etats-Unis, qui a également fait six blessés, a déclaré la police.

Selon les premiers éléments disponibles, un ou plusieurs suspects ont pénétré dans une résidence où étaient rassemblées quelque 35 personnes, dont des enfants, pour suivre un match de football lors «d'une réunion de famille», a expliqué aux journalistes Michael Reid, responsable de la police de Fresno.

L'attaquant ou les attaquants ont ensuite «ouvert le feu dans le jardin,

où se trouvaient la plupart des personnes, touchant par balles dix d'entre elles», a-t-il poursuivi.

Trois personnes sont mortes sur place, «tous des hommes de type asiatique âgés de 25 à 30 ans» et un quatrième, transporté dans un état critique à l'hôpital, a succombé à ses blessures.

Six autres personnes ont été plus légèrement blessées et leurs jours ne sont pas en danger, a souligné le policier. Le ou les auteurs des coups de feu, encore non identifiés, sont en fuite et les enquêteurs tentaient de retrouver leur trace en examinant les images de vidéosurveillance et en



interrogeant les nombreux voisins qui ont donné l'alerte en entendant les tirs, aux alentours de 18h00 heure locale dimanche (02h00 GMT lundi).

ESPAGNE - MIGRATIONS:

Ceuta: un fourgon avec 50 migrants à bord fonce sur un poste frontière de l'enclave espagnole

Un fourgon transportant 50 migrants d'Afrique sub-saharienne a fait irruption "à toute vitesse" lundi à Ceuta en cassant une grille au niveau d'un poste frontière de cette enclave espagnole, a indiqué la Garde civile.

Ce fourgon a surgi dans la nuit "à toute vitesse et cassé la grille" du poste frontière de Tarajal, a déclaré un porte-parole de la Garde civile à Ceuta. 50 personnes dont des hommes, des femmes et des enfants d'Afrique subsaharienne voyageaient dans le véhicule, a-t-il ajouté. Le conducteur de la camionnette a été arrêté.

Selon une vidéo du quotidien local El Faro de Ceuta, la partie avant de ce fourgon blanc immatriculé en région parisienne a été gravement endommagée par son impact avec la clôture, qui apparaît ouverte et pliée. La Garde civile a conduit les migrants vers un poste frontalier de la Croix rouge pour les prendre en charge, toujours selon cette vidéo.

Ceuta et l'autre enclave espagnole, Melilla, uniques frontières terrestres de l'Union européenne en Afrique, servent fréquemment de portes d'entrée pour les migrants, qui escaladent le plus souvent les grandes clôtures frontalières. Depuis le début de l'année, 5,216 migrants ont réussi à



entrer dans ces deux villes par voie terrestre, soit 12,4% de moins qu'en 2018, selon le dernier bilan du ministère de l'Intérieur espagnol. Sur ce total, 1.163 sont entrés à Ceuta.

Selon le ministère, 27,594 migrants au total sont entrés en

Espagne par voie terrestre ou maritime depuis le début de l'année, soit 50,7% de moins qu'en 2018, année où l'Espagne était devenue la principale porte d'entrée des migrants clandestins en Europe. Elle est actuellement dépassée par la Grèce.

YÉMEN:

158 cas suspects de dengue enregistrés en deux semaines à Marib

Au total, 158 cas suspects de dengue ont été enregistrés au cours des deux dernières semaines dans la province yéménite de Marib, ont rapporté dimanche des médias pro-gouvernementaux.

Selon le site d'information Almasdar Online, tous les cas auraient été signalés dans le district d'Aljubah, dans le sud de Marib.

Awadh al-Ramli, un responsable du secteur de la santé de Marib, aurait également déclaré que les cas de dengue étaient «en augmentation» dans la province.

La semaine dernière, les autorités sanitaires de Sanaa, la capitale contrôlée par les membres du mouvement Ansarullah (Houthis), ont déclaré qu'elles étaient en lutte contre des épidémies de paludisme et de dengue dans plusieurs provinces du nord, dont Hodeïda, Hajjah, Raymah, Mahweet, Taiz, Ibb et Saada.

Le secteur de la santé yéménite a été gravement affecté par la guerre civile, qui a favorisé la propagation de nombreuses maladies infectieuses.

CHINE:

Enquête écologique sur un empoisonnement d'espèce protégée dans les zones humides du nord

La police de la province chinoise du Hebei (nord) a ouvert une enquête sur un incident d'empoisonnement dans une zone humide, ont annoncé vendredi les autorités locales.

Des bénévoles environnementaux ont déclaré avoir découvert des pesticides dans une trentaine d'endroits de la zone humide de la rivière Hutuo, dans le district de Pingshan, lors d'une patrouille de routine en début de semaine, découvrant des canards sauvages morts sur le site.

Ils ont signalé ces informations au service local de la sécurité publique, qui a lancé une enquête.

La zone humide de la rivière Hutuo abrite des dizaines de milliers de canards sauvages et plusieurs cigognes noires.

Les cigognes noires, qui font l'objet d'une protection nationale de première classe en Chine, figurent également sur la liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Seuls 1.000 individus existent en Chine, et environ 2.000 vivent dans le monde.

La police s'est associée aux services locaux de la sécurité publique forestière, des ressources naturelles et des ressources en eau pour enquêter sur cette affaire et renforcer les patrouilles dans les zones humides.

LIBYE:

62 immigrants rapatriés vers le Tchad et le Soudan

Le département libyen du contrôle de l'immigration à Benghazi, une ville dans l'est du pays, a annoncé dimanche le rapatriement de 62 immigrants clandestins vers le Tchad et le Soudan.

Les immigrants ont été rapatriés par voie terrestre à la frontière sud avec le Tchad et le Soudan, a annoncé le département dans un communiqué.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a récemment déclaré que la Libye comptait plus de 650 000 immigrants clandestins, dont 6 000 aux centres de détention. Des milliers d'immigrants clandestins ont choisi de traverser la Méditerranée vers l'Europe depuis la Libye, plongeant dans l'insécurité et le chaos depuis la chute de l'ex-président Mouammar Kadhafi.

APS

INDE:

11 morts et 20 blessés dans un accident de la route au Rajasthan

Au moins 11 personnes ont été tuées et d'autres blessées lundi matin, dans une collision meurtrière entre un camion et un autocar dans l'Etat indien du Rajasthan (ouest), a annoncé la police.

L'accident s'est produit près de Dungargarh dans le district de Bikaner, à 266km au nord-ouest de Jaipur, chef-lieu du Rajasthan. «Une collision s'est produite entre un autocar transportant des passagers et un camion, dans laquelle 11 personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées», a fait savoir un responsable de la police à Bikaner.

«Les blessés ont été transportés à l'hôpital le plus proche, où certains d'entre eux se trouvent dans un état jugé critique». Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes du drame.

Les accidents de la route mortels sont fréquents en Inde, souvent en raison de la surcharge des véhicules, du mauvais état des routes et d'une conduite imprudente.

NIGERIA :

Au moins sept morts dans un accident de la circulation au sud-ouest du pays

Au moins sept personnes ont été tuées et une autre blessée dans une collision entre un camion et un minibus survenue dans la nuit de samedi à dimanche dans l'Etat d'Osun au sud-ouest du Nigeria, rapportent des médias.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'accident est survenu en raison d'une collision frontale entre un camion et un minibus transportant huit passagers, a fait savoir le commandant à la Commission fédérale de la sécurité routière (FRSC) à Osun, Peter Oke.

Le blessé a été évacué vers l'hôpital local pour les soins nécessaires.

CHINE:

Une tempête de neige entraîne la fermeture des autoroutes dans le nord-est

Toutes les autoroutes de la province du Heilongjiang, dans le nord-est de la Chine, ont été fermées après une tempête de neige qui a frappé la province dimanche.

Le département météorologique local a prévu que la tempête de neige se poursuivrait et a élevé l'alerte jaune à la tempête de neige au niveau orange lundi matin.

La Chine possède un système d'alerte météorologique à quatre couleurs, le rouge représentant le niveau le plus

élevé, suivi par l'orange, le jaune et le bleu.

De nombreux vols à l'aéroport international Taiping de Harbin ont été retardés à cause de la tempête de neige.

Des centaines d'autocars faisant la navette entre Harbin, capitale provinciale, et d'autres villes ont également suspendu leurs services.

Les gouvernements locaux ont pris des mesures d'urgence pour faire face aux fortes chutes de neige.

FRANCE:

Un mort dans l'effondrement d'un pont

Une adolescente a été tuée et plusieurs personnes sont "probablement" disparues après l'effondrement du pont enjambant un fleuve à Mirepoix-sur-Tarn, dans le sud-ouest de la France, selon des sources concordantes.

"On recense d'ores et déjà une victime de 15 ans (dont le corps a été repêché), sa mère (...) qui était dans le véhicule a pu être sauvée, notamment par des témoins", a indiqué le procureur de Toulouse Dominique Alzèari.

Il y a "probablement plusieurs disparus", dont potentiellement un chauffeur du camion et, "peut-être", le conducteur d'un éventuel troisième véhicule, a précisé le préfet Etienne Guyot.

Des médias avaient auparavant rapporté qu'un pont suspendu s'est effondré à



Mirepoix-sur-Tarn, au nord de Toulouse (Haute-Garonne) entraînant la chute de plusieurs véhicules, sans donner le nombre de victimes, car ni la préfecture de Haute-Garonne, ni les pompiers et les gendarmes n'étaient en mesure de fournir un bilan dans l'immédiat.

Epilepsie : elle concernerait tous les cerveaux

Des scientifiques de l'Inserm ont réussi à modéliser les crises d'épilepsie. Ils ont ainsi découvert qu'elles existent à l'état latent chez chacun de nous.

Entre 0,6% et 0,7% de la population française serait concerné par l'épilepsie. Pourtant, selon des chercheurs de l'Institut national de la santé (Inserm), "la crise d'épilepsie existe à l'état latent dans tous les cerveaux." L'équipe des docteurs Viktor Jirsa et Christophe Bernard a mis au point une modélisation mathématique de l'épilepsie, publiée par la revue *Brain*.

Dans l'étude, ils expliquent que les crises obéissent à des règles mathématiques très simples, malgré la diversité de ses formes allant de la perte de conscience à une contraction musculaire ténue ou une absence de juste quelques secondes.

Interviewé par le Figaro, Christophe Bernard explique le mécanisme des crises d'épilepsie grâce à une image très simple : "Le cerveau serait un paysage où se promène un personnage. Mais dans cette contrée se dressent des châteaux interdits: si l'on y pénètre, on fait une crise d'épilepsie."

Une forme d'activité primitive

Les châteaux sont entourés par des murailles, qui sont plus fragiles ou plus solides en fonction de l'âge. "Ces murailles sont aussi franchissables par le jeune adulte si un événement extrême (traumatisme crânien, électrochoc...) le catapulte au sein du château", dit-il. "La crise d'épilepsie est peut-être la forme d'activité la plus primi-



tive que le cerveau peut générer."

L'épilepsie, maladie neurologique la plus courante après la migraine, est plutôt

bien contrôlée aujourd'hui : la seule contrainte étant une prise de médicament quotidienne. Grâce au modèle mis au point

par les chercheurs de l'Inserm, de nouveaux traitements, plus personnalisés, pourraient être mis au point.

Du sport pour calmer les crises

La pratique régulière du sport constitue un outil thérapeutique intéressant pour diminuer l'intensité et la fréquence des crises, souligne l'Association Epilepsie France.

Les personnes épileptiques n'ont pas de raison d'être sur le banc de touche en matière de pratique sportive. Au contraire, l'activité physique devrait être davantage considérée comme une corde supplémentaire à l'arc thérapeutique. C'est ce qu'a rappelé l'Association Epilepsie France, à l'occasion de la journée internationale de l'épilepsie lundi 8 février.

Michèle Vidal est professeure d'activités physiques spécialisée dans l'éducation sportive de patients épileptiques au centre de lutte contre l'épilepsie de la Teype, près de Valence (Drôme). Son expérience sur le terrain l'a convaincue de l'effet anti-épileptique du sport auprès des patients qu'elle accompagne. "Pour le moment peu d'études scientifiques viennent valider les bienfaits du sport pour le patient épileptique, mais sur le terrain, on observe une réelle diminution de la fréquence et de l'intensité des crises lors de la pratique", explique-t-elle à l'AFP.

Par un mécanisme complexe, le sport arriverait dans le cerveau à prévenir les courts-circuits à l'origine des crises d'épilepsie, ces décharges d'influx nerveux anormaux. "Il y a moins de crises, souvent elles sont moins sévères. Et chez certains patients, cela va améliorer des troubles qui vont accompagner l'épilepsie: des troubles anxieux, dépressifs, du sommeil...", juge de son côté le Dr Gilles Huberfeld, neurologue à l'Hôpital La Pitié-Salpêtrière à Paris, interrogé par Franceinfo.

Les bienfaits du sport sur les patients seraient multiples. Le bien-être ressenti

diminuerait le stress, la peur et l'anxiété, facteurs de risque des crises d'épilepsie. Mais les patients gagneraient en confiance, se sentant moins stigmatisés à cause de la maladie.

Avant de se mettre à un sport, il est conseillé de demander un avis médical qui orientera vers des activités les moins à risque quand on est épileptique. Les activités comme l'escalade, l'alpinisme et la plongée sous-marine sont à éviter par exemple. Et plus généralement toute pratique doit être encadrée par un professionnel.

Du venin de serpent pour la comprendre

La toxine du venin de serpent corail serait impliquée dans les mêmes mécanismes que l'épilepsie ou la schizophrénie. L'étude de ce venin permettrait de mieux comprendre la maladie.

Une équipe de chercheurs vient de percer le mystère du venin du serpent corail, un reptile du Costa-Rica particulièrement venimeux. Une découverte qui risque d'avoir des répercussions sur la santé de l'homme car les chercheurs ont découvert que la toxine de ce venin était impliquée dans les mêmes mécanismes que l'épilepsie ou la schizophrénie.

"Ce que nous avons trouvé, c'est la première toxine animale connue (appelée MmTX), et de loin la plus puissante, qui cible les récepteurs GABA(A), les cellules nerveuses responsables de l'épilepsie", ex-

plique le Dr Frank Bosmans, un des co-auteurs de cette découverte. Chez les mammifères, les récepteurs GABA(A) sont très importants, car ils jouent un rôle indispensable dans la communication entre le cerveau et la moelle épinière. L'épilepsie, la schizophrénie et les douleurs chroniques sont trois pathologies causées par un dysfonctionnement de ces récepteurs. Le Dr Bosmans et son équipe envisagent donc d'utiliser le venin du serpent corail comme un outil, pour mieux comprendre comment fonctionnent les récepteurs et découvrir quel dysfonctionnement peut provoquer l'épilepsie ou la schizophrénie.

Ce n'est pas la première fois que des chercheurs utilisent le venin de serpent pour mettre au point des traitements. Récemment, les chercheurs français de l'Ins-



titut de pharmacologie moléculaire et cellulaire de Nice ont découvert que le venin du mamba noir, l'un des serpents les plus dangereux d'Afrique, contenait des pro-

téines antidouleur identiques à celles de la morphine. Cette découverte pourrait permettre la mise au point d'un nouveau traitement ayant moins d'effets secondaires.

Epilepsie : les femmes enceintes encouragées à allaiter

Chez les femmes enceintes souffrant d'épilepsie, l'allaitement serait conseillé. Cela abaisserait les risques liés à l'exposition du bébé in utero aux traitements contre l'épilepsie de la mère. Chaque année en France, 3 000 bébés naissent de mamans souffrant d'épilepsie. La grossesse chez ces femmes épileptiques n'est pas sans danger pour le bébé. Certains médicaments contre l'épilepsie peuvent augmenter le risque de malformations congénitales et de troubles autistiques chez l'enfant, comme l'a établi une étude norvégienne publiée dans *Epilepsia* en juillet dernier.

Des chercheurs du CHU de Bergen en Norvège publient de nouveau sur le sujet mais pour apporter cette fois-ci une nouvelle plus rassurante aux futures mamans. Dans la revue scientifique *JAMA Neurology*, cette étude conclut qu'un allaitement d'un an pourrait limiter les risques liés à l'exposition du futur bébé aux médicaments antiepileptiques pendant la grossesse.

Les chercheurs se sont appuyés sur les données d'une cohorte norvégienne de mères et d'enfants nés entre 1999 et 2009. Les mères ont fourni des informations spécifiques concernant les événements sociaux et familiaux, le développement du langage et le comportement de leurs bébés à l'âge de 6 mois, 18 mois puis à 36 mois. Les mamans ont également indiqué si elles avaient allaité la première année suivant leur accouchement. Le cas des mamans épileptiques qui ont suivi un traitement, et potentiellement exposé leur enfant pendant la grossesse à ces médicaments, a été analysé. 223 bébés étaient concernés par cette exposition in utero.

Les résultats de l'étude soulignent que les enfants nés de mamans épileptiques et qui ont été allaités n'ont pas présenté de difficulté motrice que ce soit à l'âge de 6 mois, de 18 mois ou à 36 mois. Cela signifie que l'allaitement pourrait jouer un rôle protecteur contre les dangers liés au traitement de l'épilepsie. « Les femmes souffrant d'épilepsie devraient être encouragées à allaiter leurs enfants », prône l'étude.

Dans plus de 90% des cas, la grossesse des femmes épileptiques se déroule sans complication pour le bébé. Les femmes épileptiques font néanmoins l'objet d'une surveillance étroite par leurs médecins. Il est conseillé dans la mesure du possible qu'elles consultent leur médecin trois mois avant la conception. Pendant la grossesse, des adaptations sont possibles à l'instar d'un ajustement du traitement ou du dosage médicamenteux afin de réduire les risques.

Pourquoi il faut dédramatiser l'épilepsie

Soudain, un cri. Puis la personne perd connaissance, tombe au sol et est prise de convulsions. Telle est l'image qu'on a de la crise d'épilepsie. Pourtant, cette maladie fréquente n'est pas toujours spectaculaire.

Les crises ne sont qu'un symptôme

Le Pr Philippe Derambure, neurologue au CHRU de Lille, le souligne : « Les crises ne sont que le symptôme de la maladie et surtout, elles ne sont convulsives que dans 10 % des cas. » Pour comprendre leur origine, il faut savoir que le cerveau peut être comparé à un immense réseau électrique : les neurones y communiquent entre eux en propageant des signaux électriques. Chez les personnes épileptiques, une crise survient lorsqu'un groupe de neurones voit son activité électrique s'accroître de façon excessive.

Cette surexcitation peut concerner l'ensemble du cerveau. On parle alors de crise généralisée. Elle se manifeste par des convulsions ou une simple absence de quelques secondes. Lorsque c'est une zone du cerveau affectée, on parle de crise partielle. En fonction de la zone touchée, les symptômes sont très variables. Il peut s'agir de troubles du langage, d'hallucinations visuelles ou auditives, de sensations de déjà-vu, de troubles de la conscience, ou encore de mouvements involontaires, etc.

Les causes sont multiples et de gravité différente

La maladie peut apparaître à tout âge, même si l'incidence est plus élevée chez les enfants (plus de la moitié des épileptiques le sont devenus avant l'âge de 18 ans). Mais, passé un certain âge, une partie des patients ne fait plus de crise. Les causes sont mal connues et probablement multiples. « Dans certains cas, il y a simplement une origine génétique, ce qui explique pourquoi on trouve plusieurs malades dans une même famille », estime le Pr Derambure. Des malformations ou des lésions cérébrales survenues durant la formation du fœtus peuvent aussi être en cause. Et un



infarctus, une hémorragie, une tumeur cérébrale, une maladie dégénérative peuvent provoquer des crises, d'où l'augmentation de la fréquence de la maladie chez les personnes âgées.

Une crise de convulsions ne signifie pas qu'on est atteint d'épilepsie

Si l'épilepsie ne signifie pas toujours convulsions, la réciproque est vraie : une crise de convulsions ne fait pas d'un enfant un épileptique. S'il a moins de 5 ans et que ces convulsions sont survenues alors qu'il avait de la fièvre, il s'agit plus probablement de convulsions fébriles, une réaction à la fièvre certes impressionnante mais le plus souvent bénigne. Si l'enfant a fait une chute ou s'il a reçu un coup sur la tête, les convulsions peuvent être le symptôme d'un traumatisme crânien. Il faut alors consulter sans attendre. « Pour qu'un diagnostic d'épilepsie soit posé, il faut que les crises se répètent et qu'elles soient caractérisées par une anomalie électrique. Un électroencéphalogramme est donc nécessaire pour le savoir », explique notre spécialiste.

On peut protéger la personne en crise

Une crise d'épilepsie s'arrête spontanément et aussi brusquement qu'elle est apparue. On ne peut donc rien faire pour la stopper. « Il faut seulement attendre que cela passe, en limitant au maximum ses interactions avec la personne en crise, précise le Pr Derambure. La seule chose que l'on peut faire est de l'éloigner des situations ou des objets dangereux (pousser un rebord de table...). Et tenter de lui faire adopter la position latérale de sécurité (sur le côté, une jambe pliée). Mais, contrairement aux idées reçues, il est inutile, et même dangereux, d'essayer de lui faire mordre quelque chose. »

Des traitements efficaces existent

Il existe une vingtaine de médicaments actions. Ceux-ci exercent une action sur le seuil de déclenchement des crises et, chez deux tiers des patients, évitent la survenue des crises de manière efficace. Un seul médicament peut suffire mais, parfois, il faut en combiner plusieurs.

Chez une minorité de patients,

les médicaments ne fonctionnent pas. Pour ces malades, la chirurgie peut être envisagée. Un électroencéphalogramme avec vidéo permet de repérer la zone du cerveau responsable du déclenchement des crises. On peut alors l'enlever (résection) ou la détruire (laser ou radiothérapie ciblée). À condition qu'elle ne soit pas indispensable au fonctionnement du cerveau ou trop proche d'une zone essentielle.

On peut guérir de l'épilepsie

Les traitements médicamenteux ne guérissent pas l'épilepsie, ils agissent uniquement sur les symptômes. La chirurgie, en revanche, permet la guérison puisque la zone responsable est supprimée. Mais, en raison de son caractère invasif et des risques liés à l'opération, elle n'est envisagée que lorsque l'échec des médicaments est constaté. Enfin, certaines épilepsies de l'enfance guérissent spontanément.

Mais comme il existe pas de marqueur de la guérison, on ne peut qu'essayer, après quatre ou cinq ans sans crise, de diminuer voire d'arrêter les traitements », précise le Pr Derambure.

Pas de Dépakine® pendant la grossesse !

On sait, depuis les années 80, que la Dépakine®, un médicament très utilisé dans l'épilepsie, expose le fœtus à un risque important de malformations.

Dans les années 2000, on a aussi mis en évidence des risques sur le développement neurologique (diminution du QI, troubles du langage, autisme, etc.).

Pourtant, ce médicament a continué à être prescrit à des femmes enceintes : 14 322 en ont pris entre 2007 et 2014.

Certains parlent de scandale sanitaire. Le Pr Derambure se

veut plus modéré : « La Dépakine® est un médicament très utile, efficace, bien toléré, c'est pourquoi il est largement prescrit, notamment chez les enfants. Mais quand ces enfants grandissent et deviennent des jeunes femmes, il faut se poser la question du renouvellement de leur traitement.

Les jeunes femmes épileptiques doivent être informées de ce risque et, si elles ont un projet de grossesse, elles doivent consulter avant de tomber enceintes. »



SÉNÉGAL: Prochaine concertation de haut niveau sur la transhumance transfrontalière à Dakar

La première concertation de haut niveau pour une transhumance transfrontalière apaisée dans le couloir Ouest sera organisée mardi à Dakar, a fait savoir le ministère sénégalais de l'Élevage et des Productions animales.

Le couloir de l'Ouest regroupe les pays de la Mano River Union (Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria, Sierra Leone) et ceux de la Ségambie (Sénégal, Gambie) auxquels s'ajoutent le Mali, la Mauritanie et la Guinée Bissau, selon un communiqué du ministère.

Participeront également à cette concertation les Organisations inter-gouvernementales (CEDEAO, CILSS, OMVS, Mano River Union, UEMOA) et des représentants des Organisations professionnelles agricoles, pastorales, de la société civile et du secteur privé.

Les représentants des partenaires techniques et financiers et autres institutions techniques d'appui et de facilitation, notamment l'UE, la Banque mondiale, l'Agence française de développement, UNOWAS, le FAO et le PAM prendront également part à ce conclave.

Le communiqué relève qu'avec un cheptel estimé à plus de 346 millions de têtes dont plus de 73,7 millions de bovins, 110,3 millions d'ovins, 15,7 millions de caprins et 4,6 millions de camélins, le sous-secteur de l'élevage se positionne comme un des moteurs de l'économie agricole de la région Afrique de l'Ouest et du Sahel, notant que sa contribution à la création de la richesse régionale est estimée à plus de 5% du PIB, avec des pointes se situant entre 10 et 15% dans les pays sahéliers (Niger, Burkina Faso, Mali et Tchad). L'organisation d'une concertation de haut niveau pour une transhumance apaisée dans le couloir Ouest vise à décentraliser la concertation de haut niveau pour en faire un instrument efficace de prévention et de gestion des crises liées au pastoralisme et à la transhumance transfrontalière. La rencontre de Dakar se déroulera en deux étapes : la réunion des experts (19 et 20 novembre) suivie de la session ministérielle à partir du 21 novembre, a conclu la même source.

ELECTIONS AU NIGERIA: Le parti au pouvoir remporte un Etat du sud pétrolier

Le candidat du parti au pouvoir au Nigeria a remporté lundi l'élection régionale dans l'Etat pétrolier de Bayelsa (sud), a annoncé la commission électorale. Bayelsa est un fief du Parti démocratique populaire (PDP) de l'ancien chef d'Etat Goodluck Jonathan, le principal parti d'opposition. David Lyon, 49 ans, candidat du Congrès des progressistes (APC), a remporté 352.552 suffrages, battant son principal concurrent Douye Diri (PDP) qui en a recueilli 143.172, a précisé la commission électorale nationale (Inec) à Yenagoa, la capitale de l'Etat.

Le scrutin - qui se tenait également dans l'Etat de Kogi (centre) où les résultats ne sont pas encore connus - a été marqué par de nombreux incidents, dont des meurtres, des enlèvements et le vol de matériel de vote.

Les élections régionales sont à présent disputées au Nigeria, où les gouverneurs sont des personnalités puissantes et influentes, contrôlant les finances de leur Etat et des domaines clés, allant de l'éducation à la santé en passant par les infrastructures. Leurs actions ont souvent plus d'impact direct sur la population que celles du gouvernement central. Le président Muhammadu Buhari a félicité le nouveau gouverneur de l'Etat de Bayelsa dans un communiqué lundi, en déplorant les incidents. «La violence pendant les élections affaiblit notre engagement à montrer au monde et à la prochaine génération que nous sommes un peuple capable d'élire ses dirigeants de manière pacifique et ordonnée», a-t-il déclaré. Ancien dirigeant militaire, Muhammadu Buhari a été réélu en février pour un second mandat de quatre ans.

LUTTE CONTRE LE DISCOURS RADICAL ET LA PROPAGANDE TERRORISTE: Atelier de formation fin novembre à N'djamena

Un atelier de formation pour le renforcement des capacités des journalistes et communicateurs, dans la lutte contre le discours radical et la propagande terroriste, sera organisé le 30 novembre et le 1er décembre prochains, dans la capitale tchadienne N'Djamena, a annoncé lundi dans un communiqué l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL).

Cet atelier qui sera un cadre d'échange d'expériences et de bonnes pratiques, verra la participation de journalistes venant de plusieurs pays africains à savoir : d'Algérie, du Burkina Faso, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Sénégal et du pays hôte le Tchad.

Face à la menace du terrorisme transfrontalier dans la région sahélo-saharienne, l'évolution importante des technologies de l'information tels que l'internet et les réseaux sociaux pour diffuser la propagande terroriste et le discours radical, ainsi que le rôle important des médias à jouer dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, l'atelier initié par l'UFL se veut une opportunité pour «renforcer les capacités professionnelles des journalistes dans le traitement et la diffusion des incidents sécuritaires», a-t-on souligné.

Selon l'UFL, les médias sont également «utilisés par les terroristes surtout les médias sociaux et les communications cryptées pour diffuser leur propagande (...) des idées extrémistes pour nourrir la haine et créer ainsi des tensions à l'effet de déstabiliser la cohésion des sociétés».

Néanmoins, pour contrer les grands risques qui menacent les pays et les peuples africains, l'UFL a souligné que «tous les secteurs sont concernés puisqu'il s'agit d'une affaire publique et commune qui engage toutes les composantes de l'Etat et de la société qu'elles soient politiques, militaires, sécuritaires, religieuses,



éducatives, sociales médiatiques ou autres».

L'atelier sera organisé dans le cadre de la mise en oeuvre des recommandations issues de l'atelier sur «la contribution des médias dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme: renforcement des capacités des journalistes et communicateurs dans le traitement des questions sécuritaires», qui s'est tenu les 20 et 21 février 2018 à Niamey au Niger. Il sera l'occasion «d'échanger les bonnes pratiques et permettra de sensibiliser les praticiens de l'information et de renforcer les enseignements liés au bon comportement et à leurs diffusions», a ajouté le communiqué. L'atelier permettra également de dénoncer le discours radical à tra-

vers des campagnes de sensibilisation et d'élaborer des contre discours, mais aussi d'éclairer le public sur les agissements des partisans du discours radical et son impact dévastateur.

Créée le 6 avril 2010 au cours d'une réunion des chefs de services de renseignement et de sécurité des pays du champ, l'Unité de fusion et de liaison (UFL) a son siège à Alger.

Elle coordonne l'action de lutte contre le terrorisme et mène une campagne médiatique contre ses méfaits.

Sa création est l'application des recommandations des ministères des Affaires étrangères de sept pays concernés par la question du terrorisme dans le Sahel (Algérie, Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Libye, Mali et Tchad).

SAHARA-OCCIDENTAL : Les dirigeants africains appelés à suspendre le Maroc de l'UA

L'avocat de la République sahraouie, le professeur Femi Flana, a appelé l'Union africaine à suspendre le Royaume du Maroc de l'Organisation continentale, soutenant que «deux ans après son adhésion, le Royaume prouve qu'il ne partage pas les mêmes principes et valeurs pour lesquels luttent les gouvernements et les peuples d'Afrique».

«Deux ans après son adhésion à l'Union africaine, le Maroc n'a pas renoncé à sa politique expansionniste aux dépens du peuple sahraoui et de ses droits fondamentaux, notamment le droit à l'autodétermination, la souveraineté sur ses terres et ses ressources naturelles», a souligné M. Flana, lors de son intervention à la Conférence tenue vendredi au Sénat français à Paris sur la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles, indiquant que l'organisation continentale doit suspendre le Maroc qui ne respecte pas les principes et ne respecte pas les lois et la souveraineté d'un autre pays membre de cette organisation, qui a été fondée par des dirigeants africains dans



le but de s'unir contre les puissances coloniales et de protéger de toute exploitation les pays et les peuples de notre continent». M. Flana a ajouté que le régime marocain essayait toujours d'influencer le groupe de pays soutenant la République arabe sahraouie démocratique, soulignant que les «efforts» de Rabat pour rejoindre le groupe des pays de l'Afrique de l'Ouest, connus pour leur soutien ferme et franc au peuple et au gouvernement sahraoui et à l'indépendance du Sahara occidental, «vont pour infiltrer le mouvement et décourager cette position qui est conforme au droit international et à toutes les résolutions des Nations

Unies et du Conseil de sécurité, en particulier avec de principes de l'Union africaine et les idéaux et valeurs qu'il défend depuis longtemps».

S'appuyant sur son «devoir en tant qu'Africain», M. Flana a ajouté que «nous nous sommes lancés au niveau du Nigeria au sein du Mouvement nigérian pour la libération du Sahara occidental, en collaboration avec divers syndicats, une série de mesures, notamment la traçabilité des produits en provenance du Maroc au Nigeria et la mise en garde de toutes les entreprises du piège d'être impliqués dans l'importation continue de phosphate sahraoui».

En conclusion, M. Flana

qui est également membre de l'Association du barreau africain, a souligné qu'il importait de renforcer les efforts et la coordination entre les amis du peuple et le gouvernement sahraoui pour souligner la situation au Sahara occidental et les souffrances des Sahraouis dans les villes occupées, en particulier les prisonniers politiques détenus par les autorités d'occupation marocaines et leurs actes de racisme et d'abus.

La conférence de Paris a été organisée par la sénatrice française, Christine Prunaud, en coopération avec l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (AARASD). A l'ordre du jour de la conférence, des exposés et un débat sur les phénomènes juridiques et politiques relatifs à la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles ainsi que l'illégitimité de tout accord concernant l'exploitation de ses richesses sans son consentement et ce, dans le cadre de son droit légitime et inaliénable à l'autodétermination, selon les organisateurs.

IRAN/MANIFESTATIONS:

Ankara espère un prompt retour au calme

La Turquie a dit espérer lundi un rapide retour au calme en Iran, pays voisin secoué depuis plusieurs jours par de violentes manifestations contre une hausse soudaine du prix de l'essence.

«Notre souhait est que les incidents qui se déroulent depuis quelques jours en Iran prennent fin et que le calme revienne le plus vite possible», a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu, cité par l'agence de presse Anadolu.

L'Iran est secoué depuis vendredi soir par des manifestations violentes, déclenchées à la suite d'une soudaine annonce par le gouvernement d'une hausse du prix de l'essence.

La contestation a fait au moins deux morts, et a mené à l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes, selon des informations de la presse locale.

Les autorités iraniennes ont averti dimanche qu'elles ne toléreraient pas l'insécurité, et Téhéran a temporairement coupé l'accès à Internet pendant le week-end.

Le rétablissement de lourdes sanctions américaines contre Téhéran après le retrait unilatéral de Washington en 2018 d'un accord sur le nucléaire a plongé l'économie iranienne dans une violente récession. Le Fonds monétaire interna-



ional estime que le PIB de l'Iran devrait chuter de 9,5% cette année après un recul de 4,8% en 2018.

L'inflation, entraînée par la chute du rial face aux grandes devises d'échange, atteint officiellement 40%.

M. Cavusoglu a réaffirmé lundi l'opposition d'Ankara aux sanctions américaines contre Téhéran. En

septembre, la Turquie avait déclaré qu'elle voulait continuer de se fournir en pétrole et en gaz naturel auprès de l'Iran malgré le rétablissement des sanctions.

«Nous continuerons à entretenir des relations de bon voisinage avec l'Iran, sur la base de nos intérêts communs», a souligné Cavusoglu lundi.

DIPLOMATIE:

La Corée du Nord «n'est plus intéressée» par un sommet avec les Etats-Unis

La Corée du Nord «n'est plus intéressée» par des sommets avec les Etats-Unis si Washington persiste à refuser toute concession, a indiqué lundi Kim Kye Gwan, un conseiller du ministère des Affaires étrangères nord-coréen, quelques heures après que le président américain Donald Trump ait évoqué une potentielle rencontre. «Vous devriez agir rapidement, et conclure un accord», avait twitté dimanche le président américain à l'adresse du leader nord-coréen Kim Jong Un, ajoutant «A bientôt!» Les deux hommes

se sont rencontrés à trois reprises depuis juin 2018.

Mais les pourparlers entre les Etats-Unis et la Corée du Nord sont au point mort depuis l'échec d'un sommet à Hanoï en février entre MM. Trump et Kim. Les deux pays n'étaient pas parvenus à s'entendre sur le démantèlement du programme nucléaire nord-coréen en échange d'une levée des sanctions économiques internationales. D'autres discussions bilatérales, menées début octobre en Suède à un niveau inférieur, se sont également terminées sur une

impasse. Pyongyang a donné à Washington jusqu'à fin 2019 pour présenter une nouvelle offre, et Kim Kye Gwan, conseiller du ministère des Affaires étrangères nord-coréen, a accusé les Etats-Unis de jouer la montre tout «en prétendant qu'ils ont fait des progrès».

Le tweet de Donald Trump est un signal appelant à un nouveau sommet, a-t-il indiqué dans un communiqué diffusé par l'agence de presse nord-coréenne KCNA, tout en prévenant: «Nous ne sommes plus intéressés par ce type de discussions

qui ne nous apportent rien». «Nous ne donnerons au président américain plus rien dont il puisse se vanter», a-t-il poursuivi, ajoutant que Pyongyang devait être récompensé pour les «succès» que M. Trump présente comme ses propres réalisations.

Le tweet de Donald Trump intervenait après le report par Washington et Séoul de leurs manœuvres aériennes conjointes.

Une décision destinée à favoriser le dialogue avec la Corée du Nord, qui considère ces exercices comme la préparation d'une future invasion de son territoire.

RUSSIE - UKRAINE:

La Russie a remis à l'Ukraine des navires militaires saisis au large de la Crimée

La Russie a dit avoir remis lundi à l'Ukraine trois navires militaires saisis un an plus tôt au large de la Crimée, à trois semaines d'un sommet censé relancer le règlement du conflit dans l'est ukrainien. Le retour des trois navires ukrainiens apparaît comme un geste de bonne volonté de Moscou.

Ces bâtiments avaient été saisis par les garde-côtes russes en novembre 2018, au large de la Crimée, annexée par Moscou en 2014. Le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé lundi avoir remis les navires aux Ukrainiens, tout en promettant de «continuer à réprimer fermement toute provocation aux frontières». La marine ukrainienne a de son côté dit n'avoir «aucun commentaire» à faire. Dès dimanche, une vidéo diffusée par des médias de Crimée montrait les bateaux remorqués par des garde-côtes russes, passant sous le pont construit par Moscou pour relier la péninsule

annexée au reste de la Russie. Moscou avait saisi manu militari les navires, dénonçant une «provocation» et les accusant d'avoir pénétré illégalement dans ses eaux territoriales dans une région contestée de la mer d'Azov, via le détroit de Kerch. Les garde-côtes russes avaient alors capturé 24 marins ukrainiens, en laissant trois. Les marins ont finalement été relâchés en septembre dans le cadre de l'important échange de prisonniers du mois de septembre, qui a aussi vu la remise en liberté du réalisateur ukrainien Oleg Sentsov et la remise à Moscou d'un suspect dans la destruction au-dessus de l'Ukraine de l'avion du vol MH17 en juillet 2014. La remise des bateaux, annoncée par Moscou mais pas confirmée dans l'immédiat par Kiev, est le troisième épisode d'une relative détente des relations entre les deux pays depuis l'élection en avril à la présidence ukrainienne de l'ex-comédien Volodymyr Zelensky, favorable à une

relance du dialogue. En septembre, un échange massif de prisonniers a pu avoir lieu, permettant notamment le retour en Ukraine des équipages des trois navires, après 10 mois de détention en Russie. Par ailleurs, de premiers retraits de troupes ukrainiennes et des forces séparatistes ont pu avoir lieu dans trois secteurs de la ligne de front dans l'est ukrainien.

Dernier signe de ce réchauffement, un sommet le 9 décembre à Paris doit réunir les président français Emmanuel Macron, russe Vladimir Poutine et ukrainien Volodymyr Zelensky, ainsi que la Chancelière allemande Angela Merkel. Pour les présidents russe et ukrainien, il s'agirait de leur première rencontre. Aucun sommet de ce type, appelé format «Normandie», n'a eu lieu depuis 2016, or c'est justement ce forum qui organise le processus de paix issus des accords de Minsk en 2015, au point mort depuis trois ans.

BOLIVIE:

Les 4 Cubains détenus ont été libérés et renvoyés à Cuba

Les quatre membres de la brigade médicale cubaine détenus depuis mercredi en Bolivie ont été relâchés dimanche et renvoyés à Cuba, a annoncé le site d'informations Cubadebate.

Les quatre citoyens cubains (trois hommes et une femme), dont deux médecins parmi eux, font partie du «deuxième vol qui ramène sur l'île les coopérants qui proposaient leurs services» en Bolivie, a précisé la même source. Ils avaient été incarcérés mercredi à La Paz sous «la présomption calomnieuse» de soutenir et financer les protestations qui se sont déroulées cette semaine dans le pays andin à la suite de la démission du président socialiste Evo Morales et de la prise de pouvoir de la sénatrice de droite Jeanine Anñez qui s'est proclamée présidente par intérim.

Deux autres Cubains de cette brigade médicale avaient également été arrêtés mercredi mais avaient été libérés le même jour. Cuba avait décidé vendredi, à la demande de La Paz, de rapatrier 725 de ses citoyens remplissant des tâches de coopération, notamment médicale. Un avion avait décollé samedi de la Bolivie pour Cuba avec à son bord 226 Cubains rapatriés sur décision des autorités de La Havane, hostiles au gouvernement intérimaire bolivien.

La première décision de politique étrangère de Mme Anñez a été de reconnaître jeudi le dirigeant de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido en tant que président par intérim du Venezuela, faisant volte-face par rapport à l'alliance entre Evo Morales et le président socialiste Nicolas Maduro.

Cuba et le Venezuela étaient jusqu'ici les principaux alliés régionaux d'Evo Morales. Il a depuis trouvé asile politique au Mexique. L'envoi par Cuba de médecins à l'étranger est une tradition de longue date. Fin 2018, plus de 34.000 médecins et personnels paramédicaux cubains exerçaient dans 66 pays.

JORDANIE-CANADA:

Le roi de Jordanie attendu au Canada pour renforcer le partenariat bilatéral

Le roi Abdallah II de Jordanie se rendra au Canada le 18 novembre pour renforcer le partenariat entre les deux pays, a annoncé dimanche le Premier ministre canadien Justin Trudeau.

«Nos deux pays sont liés par des liens aussi importants que profonds, qu'il s'agisse de la très dynamique communauté jordanienne du Canada ou des nombreux Canadiens qui vivent et travaillent en Jordanie. J'ai hâte d'accueillir Sa Majesté le roi Abdallah II au Canada, afin que nous puissions discuter de nos priorités communes pour les Canadiens et les Jordanien», a déclaré M. Trudeau.

Au cours de la visite du monarque jordanien, les deux dirigeants devraient discuter des moyens à leur disposition pour promouvoir la diversité et lutter contre l'extrémisme violent, selon un communiqué de presse publié par le bureau du Premier ministre canadien. Ils discuteront également de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient. Ce sera la cinquième visite du roi Abdallah II au Canada depuis son accession au trône en février 1999.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA
DAIRA DE SI MAHDJOUB
COMMUNE DE SI MAHDJOUB

NIF : **09.84.2644.502.7811**

AVIS D INFRUCTUEUSITE POUR LA DEUXIEME FOIS

Vu le procès-verbal de la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres – séance évaluation des offres- du 06/11/2019 relatif à l'appel d'offre ouverte avec exigence des capacités minimales-deuxième fois- no 001/2019 du projet suivant lot no 01 Etude et suivi et réalisation du trois classe avec l'administration à l'école primaire au pôle urbain à si mahdjoub centre.

lot no 02 Réalisation du mur de clôture bloc sanitaire et aménagement du placette à l'école primaire au pôle urbain à si mahdjoub centre.

paru au quotidiens- EL HAYAT- en langue nationale du 16/10/2019 et DK NEWS en langue étrangère du 17/10/2019 .

Le président de l'assemblée populaire communale de Si Mahdjoub déclare l'infructuosité de l'avis d'appel d'offre cité au-dessous pour le motif cité ci-après Montants proposés par les soumissionnaires dépassent le montant de l'autorisation du programme.

DK NEWS

Anep : 1916024809 du 19/11/2019

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de MEDEA
Daira de AZIZ
Assemblée Populaire Communale de AZIZ

En application du décret exécutif n° 92-134 du 07 Avril 1992 et l'arrêté n° 1991 en date du 24/12/2009 de Mr le Wali de la Wilaya de MEDEA

CADASTRE RURAL DE LA COMMUNE DE AZIZ

AVIS

Dans le cadre de l'application du décret exécutif N°92-134 du 07/04/1992 et notamment son article 11.

Il est porté à la connaissance des citoyens de la commune de AZIZ que les documents Cadastre des sections rurales :

**21 – 31 – 38 – 41 – 48 – 50 – 64 – 71 – 84
– 85 – 91 – 92 – 93 – 96 – 103 – 104 – 108**

Feront l'objet d'un dépôt partiel au siège de la Commune pendant un mois à compter du **20 Novembre 2019**.

Sur ce, il est demandé à tout citoyen de se rapprocher et d'en prendre connaissance durant ce mois.

Toute doléance ou réclamation peut être faite, soit en saisissant par écrit Mr le Président de l'APC de AZIZ, soit directement au technicien du Cadastre qui sera sur place au siège de la Commune quotidiennement de 9^h à 14^h.

DK NEWS

Anep : 1916024721 du 19/11/2019



Algérie Telecom
Direction Opérationnelle Bechar
Sous Direction Fonction Support
ALGERIE TELECOM -SPA-

EPE/SPA au capital social de 61.275.180.00 de DA RC n°02b18083
Direction Opérationnel de Béchar

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°14/AT/DO08/SDFS/DAL/ACHAT/2019

La Direction Opérationnelle de Béchar lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales à la concurrence pour la réalisation d'infrastructures d'accueil pose et raccordement des câbles à fibres optiques à travers la wilaya de Béchar :

N°	Intitulé de l'opération	CNSISTANCE EN KM
01	NOUVEAU SITE CT BENI ABBES-CT ABDLA (PK 820-PK 849)	29

ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

Le soumissionnaire doit justifier d'une qualification et classification professionnelles de catégorie :

- Paller 02 : Pour les lots supérieurs à 10 Km et inférieurs à 50 Km :

le soumissionnaire doit justifier une qualification et classification professionnelle de catégorie de deux (02) à quatre (04), contenant l'activité hydraulique et/ou travaux publics.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges sous le visa N°25 du 20/01/2019 auprès du service achat de la DO de Béchar- Hai Eljihani –El barga Béchar contre paiement de la somme de 5 000 DA non remboursable à verser au compte : **BNA Agence de Béchar N° : 001 00412 03 000000 55/40**

Les offres doivent être composées de :

Le dossier administratif : A insérer dans une enveloppe à part fermée portant uniquement la mention « dossier administratif »

L'offre technique : A insérer dans une enveloppe à part fermée portant uniquement la mention « Offre Technique »

L'offre financière : A insérer dans une enveloppe à part fermée portant uniquement la mention « Offre financière ». Les trois offres - administratif, technique et financière- accompagnées des pièces réglementaires (exigées dans le cahier des charges), doivent être déposées au niveau du service des Achats de la Direction Opérationnelle de Béchar, Hai El Djihani El Barga Béchar sous enveloppe principale anonyme portant la mention suivante :

Appel d'offres n° 14/2019-

Réalisation d'infrastructures d'accueil, pose et raccordement des câbles à fibres optiques

Adresse : HAI EL DJIHANI EL BARGA BECHAR

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble de pièces exigées dans le cahier des charges sous peine de rejet. Le délai de préparation des offres est fixé à quinze (15) jours. La date limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la préparation des offres à 14h00 à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale, si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal, la date de dépôt sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant dans les mêmes heures. L'ouverture des plis se tiendra en séance publique au siège de la DO Hai El Djihani El Barga Béchar le dernier jour de dépôt à 14h00 Le soumissionnaire reste engagé par son offre pendant une durée de 180 jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

DK NEWS

Anep : 1916024997 du 19/11/2019

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF
Direction des Équipements publics
Boulevard des martyres siège des trois directions chlef

Mise En Demeure N°01

L'entreprise Abednour Benali demeurant Bir Saf Saf –Oued Fodda (W) Chlef, titulaire du marché n°08/2015 approuvé le 02/05/2015 sous le N° 98/2015 et un ODS N°01 de 15/07/2015 sous le N° 399/2015 avec un délai de 12 mois, relatif à la réalisation d'un Centre de Proximité des Impôts à Ouled Fares (W) de chlef (Lot N° 01 : Bloc CPI en TCE Souf (courant faible et climatisation), est mise en demeure d'augmenter et d'accélérer la cadence des travaux et renforcer le chantier en moyens humains, matériels, dans un délais de 10 jours à compter de la première parution de la présente mise en demeure dans les quotidiens nationaux ou Bomop.

Faute de quoi, des mesures coercitives seront prises à l'encontre de votre entreprise.

DK NEWS

Anep : 1916024963 du 19/11/2019

10^E FICA : Une sélection documentaire à la hauteur

En plus d'être une des rares occasions pour le public algérois de renouer avec les salles obscures, le Festival international du cinéma d'Alger (Fica), qui prend fin samedi soir, aura confirmé cette année encore son orientation tournée vers le film engagé dans une sélection documentaire à la hauteur des attentes des cinéphiles.

Plus de 30 films entre documentaires, courts et longs métrages de fiction dont 24 en compétition et des projections hors compétition étaient au programme de ce Fica qui a organisé la première compétition dans la section court métrage, absente des éditions précédentes.

Le public a eu droit à une sélection de documentaires résolument arrimés aux thèmes traitant de l'humain, donnant au Festival une identité affirmée qui le différencie des autres manifestations cinématographiques, même si les organisateurs ont adapté leur sélection pour combler le vide laissé par Festival d'Oran du film arabe, annulé pour 2019.

Des portraits de militants, des combats pour la justice et autres drames de migrants subsahariens, sont proposés dans des documentaires comme "Le silence des autres" coréalisé par l'Espagnole Almudena Carracedo et l'Américain Robert Bahar. "L'envers d'une histoire" de la Serbe Mila Turajlic, ou encore "Tilo Koto" des Françaises Valérie Malek et Sophie Bachelier. Très attendus des cinéphiles, le documentaire "143, rue du désert" de Hassan Ferhani et "Paysages d'automne" premier thriller de Merzak Allouache ont également été projetés en avant-première. Une sélection de huit longs métrages de fiction était aussi au programme. Entre autres films retenus dans la catégorie, "Fatwa" du Tunisien Mahmoud Ben Mahmoud dénonçant la montée de l'extrémisme religieux en Tunisie, "Yuli" de l'Espagnole Iciar Bollain sur la vie d'un danseur de ballet cubain ou encore le film d'animation "The Tower" inspiré de la vie dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, réalisé par le norvégien Mats Grorud.

Au titre de la compétition dans le court métrage, huit films étaient en lice: "Hadi Hya" de Youcef Mahsas, "La fausse saison" de Menad Embarek, "Une histoire dans ma peau" de Yanis Khelloufi, "Fefel Lahmar" de Saadia Gacem, "Facing Mecca" du Suisse Jean-Eric Mack et "Burkina Bounty" de l'Américaine Lara Lee.

Absents au Fica, présents à l'International

Habités du festival et observateurs regrettent l'absence d'œuvres algériennes de la programmation 2019 du Fica, seul grand événement dédié au



cinéma dans la capitale. "Abou Leila" de Amine Sidi Boumediene et "Timelife" de Hamid Benamra qui prennent part, parmi d'autres, à différentes manifestations cinématographiques internationales, manquent à l'appel de cette édition.

Celle-ci n'a pas cru utile non plus de programmer des courts métrages comme "Nice Very Nice" d'El Kheyer Zidani ou encore "Bermuda" de Mohamed Benabdallah, à l'affiche de plusieurs festivals internationaux.

Concernant les distinctions, le documentaire "143, rue du désert", deuxième long métrage de Hassan Ferhani a décroché le Grand prix de sa catégorie, le Prix du public ainsi que la "Médaille Ghandi". Cette distinction est décernée par le Conseil international du cinéma, de la télévision et de la communication audiovisuelle (Cicic). Dans la catégorie long métrage de fiction, les prix sont allés à "The tower" inspiré du quotidien des réfugiés palestiniens dans les camps au Liban et réalisé par le norvégien Mats Grorud, alors que le court métrage "Facing Mecca" du Suisse Jean-Eric Mack a reçu le Grand prix de cette section.

Pour la première compétition de court métrage du Fica, le jury a décerné des mentions d'encouragement à "Hadi Hya" de Youcef Mahsas, à "Une histoire dans ma peau" de Yanis Khelloufi sur le thème de l'engagement militant dans l'Algérie d'aujourd'hui et à "Fefel Lahmar", un documentaire sur la condition

féminine en Algérie, réalisé par Saadia Gacem.

Le prix du public a été attribué, ex-aequo, à "La fausse saison" de Menad Embarek sur la violence terroriste des années 1990 et à "Sotra". Signé Abdallah Aggoun, ce court métrage retrace l'histoire d'un père de famille assistant impuissant au harcèlement quotidien de sa fille musicienne par le voisinage, et qui finit, en désespoir de cause, par lui imposer le voile. Le 10e Fica qui s'est clôt officiellement jeudi se poursuit cette soirée avec la projection de films hors compétition.

CINÉMA «Le Mans 66» vrombit en tête du box-office nord-américain

«Le Mans 66», film américain sur la mythique course d'endurance automobile française des 24 Heures du Mans, a pris la tête du box-office nord-américain ce week-end, selon des chiffres provisoires publiés dimanche par la société spécialisée Exhibitor Relations.

Le blockbuster de James Mangold («Logan», 3110 pour Yuma»), avec à l'affiche les deux superstars américaines Matt Damon et Christian Bale, raconte comment le constructeur automobile Ford a tenté de re-

ORAN : Ouverture d'une exposition d'arts plastiques «Flore et zones» de Mourad Belmekki

Une exposition «Flore et zones» de l'artiste plasticien Mourad Belmekki s'est ouverte samedi au musée d'art moderne d'Oran (MAMO) mettant en exergue la magie du monde floral et de sites féériques.

L'exposition comporte 35 tableaux reproduisant avec une touche artistique des plantes existant en Algérie et dans les pays du bassin méditerranéen, dont le mimosa et le géranium et d'autres poussant dans le Sahara, a fait remarquer l'artiste.

Jouissant d'une expérience artistique de 35 ans, Mourad Belmekki étale sa vision philosophique de l'art à travers des toiles présentant des sites et régions d'Algérie et des cérémonies de fêtes avec des troupes folkloriques comme «Karkabou». Entre autres aquarelles, un tableau est dédié au charme du Sahara avec des sculptures rayonnantes.

L'artiste adopte, dans ses œuvres exposées jusqu'au 14 décembre prochain, la technique de mélange de l'acrylique et du pastel avec une répartition judicieuse de la lumière à travers les formes dessinées en utilisant des couleurs vives pour leur conférer une touche esthétique, comme il l'a expliqué. Diplômé du département des arts plastiques de l'université de Mostaganem, Mourad Belmekki a participé à 300 expositions collectives et 50 individuelles à travers le pays. L'artiste plasticien a réalisé des fresques et a remporté plusieurs prix. Enseignant au département des arts de l'université d'Oran 1 «Ahmed Benbella», il a formé des inspecteurs d'arts plastiques du cycle moyen.

dorer son blason en s'attaquant au mythe Ferrari lors de l'édition 1966 de la célèbre course d'endurance.

Ce film d'action, («Ford v Ferrari» dans sa version originale), a généré 31 millions de dollars de recettes pour son premier week-end d'exploitation. Il devance au classement le film de guerre «Midway» (Roland Emmerich) qui revient, à coups de spectaculaires scènes de combats aériens, sur la campagne du Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale.

Al Pacino et De Niro, une relation «magique», estime Scorsese

La relation entre Al Pacino et Robert De Niro est «magique» a estimé l'émblématique réalisateur Martin Scorsese, quelques jours avant la sortie de son prochain film «The Irishman», où il met en scène le duo de comédiens légendaires. «Ce qu'on voit dans le film c'est leur relation d'acteurs, mais aussi leur relation en tant qu'amis de 40, 45 ans», a déclaré Martin Scorsese, dont le film très attendu sur la mafia sera mis en ligne sur Netflix le 27 novembre. Dans «The Irishman», un ancien tueur de la mafia, campé par Robert De Niro, se penche sur son existence violente et notamment sa relation avec un ancien leader syndicaliste disparu, joué par Al Pacino. Les deux acteurs ont été à l'affiche, séparément, du film «Le Parrain, 2e partie» en 1974, avant de partager la vedette dans le mythique «Heat» en 1995.

«The Irishman» est le 9e film de Scorsese avec De Niro. Les deux hommes se connaissent depuis qu'ils ont 16 ans et ils ont longuement hésité avant de se lancer

dans un nouveau film de gangsters après «Les Affranchis» et «Casino». Avant de finalement trouver l'ingrédient nécessaire. «Il s'avère que c'était juste... nous. On a 75, 76 ans maintenant. Vous vous retournez et vous repensez à ce que vous avez fait dans votre vie, ou à ce que vous auriez aimé faire». «C'était le moment, le bon moment pour nous de nous retourner sur toutes nos vies dans les années 60 et 70, et Hollywood et le cinéma. Et donc ce sujet est resté avec nous», a-t-il raconté. Le film, qui dure trois heures et demie et aurait coûté 160 millions de dollars, est sorti dans quelques cinémas. Il figure parmi les favoris pour les Oscars. Une nouvelle technologie y a été utilisée pour rajeunir les acteurs à l'écran. Martin Scorsese, 76 ans, huit nominations pour l'Oscar du meilleur réalisateur, était honoré vendredi soir à Los Angeles à l'occasion du festival de l'Institut américain du film (AFT), qui se déroule jusqu'à jeudi prochain.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE OUARGLA
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE TOUGGOURT
DAIRA DE TOUGGOURT
COMMUNE DE NEZLA
CODE F - N° 0 984 300 8 9000 626

AVIS N° 214 /2019 CONCERNANT

RECTIFICATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE N° 163/2019

Conformément au décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de la Commune de Nezla, Déclare la Rectification sur l'avis d'attribution provisoire n° 163/2019 concernant l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°26/2019 au projet suivant :

(REALISATION DE HANGAR)

paru au journal "EL-DJADID" Le : 02/09/2019.

et journal "DK NEWS" le : 02/09/2019.

O.B.S./

- Le délai rectifié : 08 mois.
- Au lieu de : 05 mois.
- Le Soumissionnaire : ENTREPRISE DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION - ABD ELDJABBAR KHENFER -

DK NEWS

Anep : 1930001230 du 19/11/2019

AP3

GOLF/PGA (CIRCUIT NORD-AMÉRICAIN): Todd et Taylor en tête du Mayakoba Classic avant l'interruption du 4^e tour

Les Américains Brendan Todd et Vaughn Taylor ont toujours en tête du Mayakoba Classic, comptant pour le circuit nord-américain de golf (PGA), avant le 4^e tour, interrompu dimanche, par l'obscurité, mais se finira lundi à Playa Del Carmen au Mexique.

Le retard, consécutif à l'annulation du premier tour jeudi, en raison d'une tempête, n'a pu être comblé lors de cette journée dominicale qui concentrait les 3^e et 4^e tours.

Todd, qui reste sur une victoire au Bermuda Open il y a deux semaines, et Taylor, en quête de son 4^e titre PGA, sont au coude à coude. Ils cumulent 20 coups au total sous le par, avec encore quatre trous à jouer chacun.

Derrière eux, à un coup, suivent Harris English et le Mexicain Carlos Ortiz qui ont respectivement quatre et un trou à disputer. Au total, douze joueurs doivent encore finir leur parcours. Ils le feront lundi à partir de 12h30 (GMT).

Classement provisoire (par 71):

1. Vaughn Taylor (USA) -20 (64-66-67-)
2. Brendan Todd (USA) -20 (63-68-65-)
3. Carlos Ortiz (MEX) -19 (69-65-65-)
4. Harris English (USA) -19 (65-64-68-)
5. Adam Long (USA) -18 (63-69-67-)
6. Joel Dahmen (USA) -15 (69-66-66-65)
7. Robby Shelton (USA) -15 (66-66-72-)
8. Abraham Ancer (MEX) -14 (66-72-65-67)
9. Pat Perez (USA) -14 (68-65-68-)
10. Billy Horschel (USA) -11 (65-71-66-68)

CLASSEMENT ATP: Nadal termine la saison au sommet

L'Espagnol Rafael Nadal termine la saison au sommet du classement ATP, reléguant son dauphin Novak Djokovic loin derrière. Dominic Thiem lui gratte un place pour terminer 4^e.

Avec 9.985 points, Nadal, qui n'a pu accéder aux demi-finales du Masters de Londres, relègue le Serbe, lui aussi éliminé en poule, à plus de 800 points (9.145).

Les deux hommes ont assis leur domination sans partage cette saison, le 3^e du classement final, le Suisse Roger Federer, ne comptabilisant que 6.590 points.

Seul changement dans cet ultime classement après le Masters, le gain d'une place de l'Autrichien Dominic Thiem, finaliste, qui chipe la quatrième place au Russe Daniil Medvedev qui a quitté Londres avec un zéro pointé.

Le nouveau lauréat du tournoi des maîtres, le Grec Stefanos Tsitsipas, est sixième (5.300 pts) devant l'Allemand Alexander Zverev (3.345).

Classement ATP après les matches disputés dimanche:

- | | |
|-----------------------------|-----------|
| 1. Rafael Nadal (ESP) | 9985 pts |
| 2. Novak Djokovic (SRB) | 9145 |
| 3. Roger Federer (SUI) | 6590 |
| 4. Dominic Thiem (AUT) | 5825 (+1) |
| 5. Daniil Medvedev (RUS) | 5705 (-1) |
| 6. Stefanos Tsitsipas (GRE) | 5300 |
| 7. Alexander Zverev (GER) | 3345 |
| 8. Matteo Berrettini (ITA) | 2870 |
| 9. Roberto Bautista (ESP) | 2540 |
| 10. Gaël Monfils (FRA) | 2530 |
| 11. David Goffin (BEL) | 2335 |
| 12. Fabio Fognini (ITA) | 2290 |
| 13. Kei Nishikori (JPN) | 2180 |
| 14. Diego Schwartzman (ARG) | 2125 |
| 15. Denis Shapovalov (CAN) | 2050 |
| 16. Stan Wawrinka (SUI) | 2000 |
| 17. Karen Khachanov (RUS) | 1840 |
| 18. Alex De Minaur (AUS) | 1775 |
| 19. John Isner (USA) | 1770 |
| 20. Grigor Dimitrov (BUL) | 1747 |
| ... | |

TENNIS: Les Français Herbert et Mahut remportent la finale du Masters en double

Les Français Pierre-Hugues Herbert et Nicolas Mahut, finalistes malheureux l'an dernier, ont remporté dimanche la finale du Masters en double à Londres 6-3, 6-4 face au Sud-Africain Raven Klaasen et au Néo-Zélandais Michael Venus.

L'an dernier, ils avaient raté une balle de match dans le super tie break au troisième set face aux Américains Mike Bryan et Jack Sock, mais cette année, ils ont dominé le tournoi largement ne concédant aucun set.

Arrivés comme tête de série N.7, ils ont notamment battu les N.1 mondiaux colombiens Juan-Sebastian Cabal et Robert Farah en poule et les N.2 mondiaux, Lukasz Kubot (POL) et Marcelo Melo (BRA) en demi-finale.

Face à Klaasen/Venus, ils se sont montrés très solides sur leur engagement, effaçant 4 balles de break au total.

En breakant au 3^e jeu du premier set et au 7^e du second, ils se sont adjugé le trophée en 1h10 au terme d'une saison agitée où ils se sont séparés avant de se re-



trouver à partir de l'US Open pour finir l'année en apothéose. Herbert et Mahut sont le premier double français à remporter le Masters

depuis Fabrice Santoro et Michaël Llodra en 2005 à Shanghaï. Devenus la 8^e paire de l'histoire à avoir remporté les quatre tournois du Grand

Chelem en début de saison avec leur victoire en Australie, ils font désormais partie des quatre qui ont aussi remporté le Masters.

F1: Max Verstappen (Red Bull) remporte le Grand Prix du Brésil

Le Néerlandais Max Verstappen (Red Bull), qui s'élançait en pole position, a remporté devant le Français Pierre Gasly (Toro Rosso) un Grand Prix du Brésil au scénario complètement fou dimanche.

Le Britannique Lewis Hamilton (Mercedes) est provisoirement troisième mais sous le coup d'une enquête des commissaires de course après un accrochage avec le Thaïlandais Alexander Albon (Red Bull) dans les derniers tours.

L'Espagnol Carlos Sainz Jr (McLaren), remonté de la dernière place sur la grille suite à une panne en qualifications, pourrait profiter d'une éventuelle pénalité imposée au sextuple

champion du monde. La course a vu les Ferrari de l'Allemand Sebastian Vettel et du Monégasque Charles Leclerc se toucher au 66^e tour alors que le 2^e tentait de dépasser le 1^{er}.

Les deux hommes ont été contraints à l'abandon, ce qui a fait les affaires de Gasly, comme l'accrochage entre Hamilton et Albon.

Pour le Français, qui signe son 1^{er} podium, cette 20^e et avant-dernière manche de 2019 apporte une conclusion inattendue et inespérée à une saison compliquée.

Promu de Toro Rosso à Red Bull pendant l'hiver, celui-ci a été rétrogradé pendant l'été faute de résultats, au profit d'Albon. Mais depuis son retour au

sein de l'écurie italienne, le Normand semble avoir retrouvé son niveau de performance.

Pour l'autre Scuderia, c'est le 2^e podium de la saison après celui du Russe Daniil Kvyat, 3^e en Allemagne à l'issue d'une autre course folle.

Le Finlandais Kimi Räikkönen (Alfa Romeo Racing), l'Italien Antonio Giovinazzi (Alfa Romeo Racing), l'Autrichien Daniel Ricciardo (Renault), le Britannique Lando Norris (McLaren), le Mexicain Sergio Pérez (Racing Point) et Kvyat complètent le top 10.

Le Finlandais Valtteri Bottas (Mercedes) a abandonné sur perte de puissance moteur liée à une surconsommation d'huile.

NBA: Sacramento met fin à la série de Boston

Les Sacramento Kings, portés par leur meneur bahamien Buddy Hield auteur de 35 points, ont mis fin à la série de dix victoires de Boston, en s'imposant 100 à 99 dimanche en NBA. C'est le pivot Richaun Holmes qui a porté le coup de grâce aux Celtics en inscrivant ses deux lancers francs à 13 secondes du terme, pour offrir à son équipe un cinquième succès

en sept matches, après cinq défaites initiales. Boston, qui n'avait plus perdu depuis le tout premier match face à Philadelphie il y a presque un mois, demeure en tête de la Conférence Est, devant Miami et Milwaukee.

Le money-time, habituellement le moment où Kemba Walker (15 pts, 9 passes) décide de faire la différence pour les C's, a cette fois vu Hield



jouer ce rôle pour les Kings, puisqu'il a inscrit à 1 min 52 sec du buzzer son septième

panier à trois points pour faire virer son équipe en tête 96-95.

JEUX OLYMPIQUES 2020 - TECHNOLOGIES: Les versions robot des mascottes de Tokyo 2020 dévoilées

Près de 600 écoliers japonais étaient aux premières loges lundi, pour découvrir les versions robotisées des mascottes des Jeux olympiques et paralympiques de 2020.

Les deux personnages à l'allure futuriste, Miraitowa et Someity, peuvent exprimer des "sentiments" dans leurs yeux clignotants en y faisant apparaître des cœurs ou des étoiles.

"Les robots joueront un rôle actif

en coulisses" pendant les Jeux d'été, a affirmé aux enfants Jun Ninomiya, le directeur de l'école primaire tokyoïte où se déroulait l'événement.

Miraitowa, bleu indigo et blanc, est la mascotte des Jeux olympiques et Someity, rose et blanc, celle des Jeux paralympiques. Les deux robots aux yeux immenses et oreilles pointues, dotés d'articulations multiples et des bras pouvant être contrôlés à distance,

ont pris des poses symbolisant différents sports olympiques que les enfants devaient deviner. Fabriqués en association avec le constructeur automobile Toyota, ils ne peuvent pas parler, mais des caméras placées à l'intérieur de leur tête leurs permettent de reconnaître les expressions du visage de la personne se trouvant en face d'eux et de réagir en fonction.

TRANSFERT L'Algérien Ryad Mahrez parmi les 100 joueurs les plus précieux du monde

L'attaquant international algérien Ryad Mahrez figure dans une liste des cent (100) joueurs de football les plus précieux du monde, a rapporté, lundi le site onzefootball.com, citant le portail web allemand, Transfermarkt, axé sur le football et transfert des joueurs.

Mahrez, sociétaire de Manchester City, pointe à la 80e position avec une valeur marchande estimée à 60 millions d'euros, une place d'ailleurs qu'il partage avec pas moins de vingt deux (22) autres joueurs évoluant un peu partout dans le monde, dont Gareth Bale, Alarcon Suarez Isco, Toni Kroos et Carlos Henrique Casemiro (Real Madrid), avec la même valeur marchande. Le tableau des cent joueurs les mieux cotés du globe est dominé par l'international français et champion du Monde, Kylian Mbapé (Paris Saint-Germain), avec ses 200 millions d'euros, devant son coéquipier dans le club, Neymar Da Silva Santos (180 millions d'euros), et un groupe de quatre joueurs en 3e position avec une valeur marchande de 150 millions d'euros. Il s'agit de l'international égyptien Mohamed Salah (FC Liverpool), Harry Kane (Tottenham), Eden Hazard (Real Madrid) et



Lionel Messi (FC Barcelone). L'international sénégalais et vice-champion d'Afrique avec sa sélection en 2019 en Egypte, Sadio Mané occupe la 10e place avec 120 millions d'euros, alors que le Portugais Ronaldo n'est qu'à la 90e position qu'il partage avec 21 autres joueurs dont la valeur

marchande est de 90 millions d'euros. Selon les experts et à l'approche du marché des transferts, le football reste dans sa petite bulle d'inflation et d'excès, ce qu'en témoigne la liste actualisée des valeurs marchandes. « Parmi les grands enseignements de ce recensement, c'est que l'époque

où le monstre bicéphale espagnol (Real/Barcelone) accaparait les premières places est bel et bien révolue. En 2019, les forces sont finement réparties entre les différentes divisions d'Europe, même si l'Italie est représentée avec parcimonie », a expliqué le site Transfermarkt.

Présentation du livre «Ahcène Lalmas, la légende», pour la sauvegarde de la mémoire du football algérien

La publication du livre «Ahcène Lalmas, la légende» se veut une contribution pour la sauvegarde et l'écriture de la mémoire du football algérien, en retraçant la vie et le parcours de l'ancien international du CRB durant les années 1960 et début 1970, le feu Ahcène Lalmas, a indiqué son auteur, le journaliste sportif Yazid Ouahib. Lors d'une cérémonie de présentation et de vente-dédicaces

du livre, organisée dimanche soir à l'hôtel EL-Aurassi (Alger) par Madar Holding, propriétaire du CR Belouizdad, l'auteur a précisé que ce livre est un hommage à la mémoire de la légende Ahcène Lalmas, considéré comme le meilleur footballeur algérien de tous les temps. L'écrivain a salué, dans son ouvrage, le talent et riche parcours de ce joueur, un parcours qui a débuté en 1956. De son

côté, le gardien de but du CRB et de la sélection nationale, Mohamed Abrouk a loué l'initiative du journaliste Yazid Ouahib, saluant, dans ce cadre, les qualités du défunt Lalmas. Madar Holding, propriétaire du CR Belouizdad a contribué à l'impression de 1500 exemplaires gratuits du livre «Ahcène Lalmas, la légende», pour rendre hommage au meilleur joueur algérien de tous les temps.

SUPER COUPE DE CAF:

Le lieu et la date du match connus jeudi

La Confédération africaine de football (CAF) désignera, jeudi, le lieu et la date du déroulement du match de la super coupe d'Afrique, qui devrait opposer l'Espérance de Tunis, détenteur de la Ligue des champions africaine, au Zamalek du Caire

(Egypte), vainqueur de la coupe de la Confédération, ont rapporté lundi, la presse.

Le choix sera rendu public à l'issue de la réunion du comité exécutif de l'instance africaine, prévue au Caire, et au cours de laquelle sera aussi fixée le

pays qui abritera la finale de la Ligue des champions d'Afrique 2020, qui ne se jouera plus en matches aller et retour, mais plutôt en un seul match.

Aussi, la Confédération africaine de football dévoilera les critères à partir desquels seront désignés

les représentants de l'Afrique en Coupe du monde des clubs 2021.

La réunion de l'exécutif de la CAF étudiera plusieurs autres points, inscrits dans un ordre du jour très riche qui devrait aboutir à plusieurs recommandations et décisions.

CÔTE D'IVOIRE :

Yaya Touré ne compte pas raccrocher les crampons

L'ancien capitaine de la sélection ivoirienne de football, Yaya Touré, a écarté l'idée de mettre fin à sa carrière de joueur et veut encore jouer, lui qui porte actuellement les couleurs de Qingdao Huanghai FC (Div.1 chinoise).

« Je veux juste que les gens me donnent une chance et ils ne seront pas déçus. Je continuerai à jouer, peut-être quelques années. La Premier League, le championnat, ça dépend, mais j'ai hâte d'être manager. Je vais commencer mes diplômes. Mon grand frère Leon va m'aider avec ça. Je veux être proche

de ma famille », a indiqué Touré sur les colonnes du tabloïd anglais The Times.

Yaya Touré (36 ans), ancien joueur du FC Barcelone et de Manchester City notamment, avait annoncé en septembre 2016 sa décision de mettre fin à sa carrière internationale, une année après avoir contribué au titre continental remporté par les Eléphants à la CAN-2015 disputée en Guinée équatoriale, le deuxième dans l'histoire du pays après celui décroché en 1992. Touré qui a fait la une des actualités depuis ses dernières dé-

clarations sur le racisme, notamment en Italie, a été nommé vendredi dernier ambassadeur de bonne volonté (ABV), après la signature d'un partenariat au siège du Museum d'Histoire naturelle à Paris (France).

Le joueur ivoirien conduira le programme Sud Expert Plantes Développement Durable (SEP2D) pour la biodiversité. Après une riche carrière dans le Vieux Continent, Yaya Touré a rejoint en 2019 le club chinois Qingdao Huanghai FC, avec lequel il avait réalisé l'accession en Ligue 1.

TÉLÉVISION

La NFL souhaite un passage à 17 matches pour favoriser les rencontres

La Ligue nationale de football américain (NFL), qui regroupe les propriétaires des franchises, va faire une proposition au syndicat des joueurs (NFLPA) pour passer de 16 à 17 matches de saison régulière, afin d'en délocaliser plus à l'étranger, rapporte dimanche CBS Sports. L'idée d'ajouter un match supplémentaire à jouer pour chaque équipe, en contrepartie d'une semaine supplémentaire de vacances, a pris de l'épaisseur chez les clubs et certains membres de la NFLPA, affirment des sources anonymes citées dans un programme de la chaîne nationale partenaire de la NFL. Autre proposition, les matches des play-offs, qui concentrent les plus fortes audiences de la télévision, se dérouleraient en février. Le Superbowl, passant du premier au dernier dimanche de ce même mois.

Une date qui pourrait toutefois poser problème car en 2021 aura lieu à ce moment-là la cérémonie des Oscars. Pour permettre cette réorganisation, la NFL songe à réduire la présaison en planifiant deux matches et non plus quatre. Les négociations entre les franchises et le syndicat des joueurs sur ce projet et un éventuel accord au niveau de la convention collective, pourraient débuter en janvier, pour éventuellement aboutir début février autour du Superbowl qui se tiendra le 2 février à Miami, selon CBS Sports. La répartition des revenus entre les propriétaires des franchises et les joueurs sera également discutée. Pour convaincre la NFLPA, la Ligue serait disposée à faire des compromis dans des domaines tels que l'élargissement du nombre de joueurs dans les effectifs, un assouplissement de sa politique sur la consommation de cannabis et une limitation du pouvoir du commissionnaire sur les enquêtes hors-terrain. L'association des joueurs de la NFL a souvent invoqué la charge physique qui pèse sur les joueurs pour ne pas élargir le calendrier, mais le nouveau plan prévoirait une deuxième semaine de repos au cours de la saison régulière pour chaque club.

Selon CBS, le match supplémentaire réservé à chaque club serait disputé sur terrain neutre à l'étranger, la NFL ciblant notamment l'Angleterre, l'Irlande, le Mexique, l'Allemagne ou encore le Brésil pour les accueillir. Londres serait la plus servie. Les fans britanniques de NFL pourraient en effet acquiescer un mini-abonnement pour huit matches. D'autres destinations en Amérique du Nord sont à l'étude, telles que Hawaï, plusieurs villes canadiennes et d'autres aux Etats-Unis fortes d'équipes universitaires réputées, comme Notre Dame, dans l'Indiana.

JO-2026:

La Finlandaise Essayah désignée à la tête de la commission de coordination

La Finlandaise Sari Essayah, ancienne députée européenne et membre du Comité international olympique (CIO) depuis 2016, a été nommée à la tête de la commission de coordination des Jeux olympiques d'hiver 2026 de Milan/Cortina d'Ampezzo (Italie), a annoncé lundi le CIO.

Agée de 52 ans, Sari Essayah a été championne du monde du 10 km marche et a participé aux Jeux olympiques de Barcelone-1992 et d'Atlanta-1996.

La commission de coordination est composée de dix personnes, dont la Canadienne Tricia Smith, le Tchèque Jiri Kejval ou encore le Coréen Kee Heung Lee.

Elle effectuera sa première visite en Italie au second semestre 2020, a précisé le CIO.

INTER-RÉGIONS (10E J) : Programmes

Gr. Centre-Ouest

Mardi (15h00):

CAS Abdelmoumen - CB Beni Slimane
CRB Sendjas - WAB Tissemsilt
CR Zaouia - MS Cherchell
OM Ruisseau - CRC Tiaret
CRB Boukadir - ARB Ghriess
IRB Bou Medfaa - ES Berrouaghia
RA Ain Defla - CRB Froha
E. Sour Ghozlane - ORB Oued Fodda

Gr. Centre-Est

Mardi (15h00):

IRB Berhoum - NRB Grem
SA Sétif - ES Bouakeul
ASC Oule Zouai - CRB El Hammadia
DRB Baraki - AS Bordj Ghedir
FC Bir el Arch - USM Sétif
JS Azazga - NRC Boudjelbana
JS Bordj Menail - JS Boumerdès
MB Bouira - Hydra AC

Gr. Est

Mardi à 15h00:

CRB Ain Yagout - CRB Dréan
CB Mila - WM Tébessa
JB Ain Kercha - ORB Boumahra Ahmed
OSM Tarf - ES Guelma
NRB Tazougert - NASR El Fedjoudj
CRB El Milia - AB Merouana (à huis clos)
MB Barika - IRB El Hadjar
CRB Houari Boumediene - E. Collo

Gr. Ouest

Mardi (15h00):

CRB Hennaya - CRB Sfisef
CRM Bouguirat - CRB Bendaoud
ICS Tlemcen - JS Sig
IS Tighennif - NASR Sénia
JS Emir Abdelkader - IRB Sougueur
MB Sidi Chahmi - IRB Maghnia
WA Mostaganem - FCBA Ramdane
IRB Ain Hadjar - ZSA Témouchent
Gr. Sud-Ouest

Mardi :

IR Biodh - NARC Hattaba Adrar (12h00)
CRB Adrar - IRM Ben Amar (15h00)
GC Ain Sefra - A. Ain Sefra
SC Mecheria - US Naama
JS Guir - NRB Fenoughil
MC El Bayedh - JRB Taghit
US Béchar Djedid - IR Mecheria
Exempt : CRB Bougtob

Gr. Sud-Est

Mardi :

AR Ouargla - IRB El-Keneg (12h00)
MB Rouissat - O Magrane (15h00)
HB Ghardaïa - IRB Aflou
IRB Robbah - USB Hassi R'mel
IRB Laghouat - ASB Metlili
JS Sidi-Bouaziz - ES Ouargla
US Souf - IRB Nezla

Mardi 26 novembre:

MB Hassi Messaoud - IR Zaoui El-Abidia (12h00).

LIGUE 2/RC RELIZANE:

Le président rassuré par le soutien «financier et moral» des autorités locales

Les autorités locales de Relizane, représentées par le wali, se sont engagées à accompagner le RC Relizane «financièrement et moralement» dans sa campagne de retrouver la Ligue 1 de football dès la fin de cet exercice, apprend-on lundi de la direction de ce club de Ligue 2.

Cet engagement a été pris par le wali, Nacéra Brahimi, au cours d'une audience qu'elle a accordée dimanche au président du club, Mohamed Hamri, et son entraîneur, Meziane Ighil, a-t-on précisé de même source.

La cheffe de l'exécutif de Relizane a tenu à l'occasion à «féliciter le staff technique et les joueurs pour le parcours satisfaisant qu'ils sont en train de réaliser aussi bien en championnat qu'en coupe d'Algérie», souligne-t-on.

Relégué en Ligue 2 depuis trois saisons, le RCR table énormément sur l'actuel exercice, qui verra la montée de quatre équipes au lieu de trois, afin de retrouver l'élite.

Néanmoins, le club bute, comme ça a été le cas lors des précédentes années, sur de nombreux problèmes d'ordre financier, lesquels ont même causé un retard sensible dans l'entame de la préparation de la nouvelle saison.

Malgré cela, les «Vert et Blanc» occupent la 31^e place au classement avec 21 points, distancés de 7 unités par le leader, l'Olympique Médéa, et ce, après 12 journées de



compétition. Les protégés de l'ancien sélectionneur et directeur technique national, Meziane Ighil, arrivé l'été passé à la barre technique, se montrent notamment quasi intraitables à domicile où ils ont jusque-là engrangé 18 points de 21 possibles, alors qu'à l'extérieur ils ont obtenu seulement 3 unités sur 15.

L'équipe vient aussi de valider son billet pour le dernier tour régional de coupe d'Al-

gérie en étrillant, samedi passé, le WA Mostaganem (inter-régions) sur le score de 4-0.

Elle aura toutefois la mission délicate lors du prochain tour en affrontant un pensionnaire de la Ligue 2, en l'occurrence l'ASM Oran. L'entraîneur Ighil a profité de l'audience que lui a accordée le wali pour attirer aussi l'attention sur la détérioration de la pelouse synthétique du

stade Tahar-Zougari devenue, selon lui, un véritable danger pour la santé des joueurs, informe-t-on de même source.

Le coach du «Rapid» s'était récemment plaint de la succession des blessures parmi ses capés à cause notamment du piteux état dans lequel se trouve la pelouse du stade félicite du RCR, souhaitant qu'elle soit changée dans les meilleurs délais, rappelle-t-on.

LIGUE 2 :

«L'ASM Oran déterminée à stopper la belle série du leader»

L'ASM Oran est prête à stopper la belle série du leader de la Ligue 2, l'Olympique Médéa, qu'elle accueillera mercredi dans le cadre de la 13^e journée du championnat, a indiqué lundi son entraîneur Salem Laoufi.

«Ce ne sera pas facile contre une équipe qui marche très fort, mais nous sommes déterminés à jouer à fond nos chances pour nous rapprocher davantage des quatre premières places donnant accès à la Ligue 1 en fin de saison», a déclaré le coach oranais à l'APS.

L'OM, leader incontesté de l'antichambre avec six points d'avance sur son poursuivant immédiat, le WA Tlemcen, reste sur quatre victoires de rang dont deux à l'extérieur, ramenées des terrains du MC El Eulma (4-0) et de la JSM Béjaïa (2-1). «L'adversaire arrivera avec un moral au beau fixe. De notre côté, nous essayerons de trouver la meilleure formule pour éviter de gaspiller d'autres points

à domicile», a poursuivi Salem Laoufi.

En fait, la formation de «M'dina J'dida», qui reste sur une victoire et un nul, a déjà vendangé quatre unités sur son terrain du stade Habib-Bouakeul. Elle occupe la cinquième place au classement général avec 17 points, accusant un retard de 3 points du quatrième, le RC Arbaâ, et 11 de son prochain adversaire.

Pour la réception de l'OM, et contrairement aux précédentes rencontres, l'entraîneur oranais devra compter sur pratiquement tout son effectif, à l'exception de Berouis, toujours blessé. Les autres joueurs sont aptes pour prendre part à ce rendez-vous, a-t-il assuré.

Par ailleurs, le même technicien a exprimé, pour la énième fois, sa désolation



de la situation financière prévalant au club et qui risque, selon ses dires, de porter préjudice à ses protégés dans leur course à l'accession. «Nous n'avons toujours pas perçu de salaires depuis le début de la saison. Même les quelques primes de matchs auxquelles nous avons eu droit sont dérisoires», a-t-il déploré.

Platini peut revenir à n'importe quel poste «sauf footballeur», selon le président de l'UEFA



Après la fin de sa suspension, Michel Platini peut «occuper n'importe quelle fonction dans le monde du football sauf celle de joueur», s'est amusé le président de l'UEFA Aleksander Ceferin, dimanche à Tirana en marge de la rencontre entre l'Albanie et la France.

«La suspension de Michel Platini est terminée. Donc il peut occuper n'importe quelle fonction dans le monde du football sauf celle de joueur, je crois qu'il est un peu vieux», a déclaré à la

presse le patron de l'instance de gouvernance du football européen.

Ancien milieu d'exception de l'équipe de France, Platini est devenu président de la puissante UEFA en 2007 et s'apprêtait à succéder à Sepp Blatter à la tête de la Fifa, quand une affaire de gros sous a précipité sa chute.

Le double demi-finaliste de la Coupe du monde (1982 et 1986) a été suspendu «de toute activité liée au football» pour quatre ans pour avoir perçu un paiement

sans contrat écrit et tardif de 2 millions de francs suisses de la part de Blatter.

L'ex-capitaine des Bleus n'a pas pu se présenter à la présidence de la Fifa où son ancien bras droit, Gianni Infantino, a été finalement élu en février 2016, puis réélu en juin dernier.

Après la fin de sa suspension, début octobre, Platini a indiqué qu'il souhaitait revenir dans le milieu du football, mais sans dévoiler ses intentions.

L'Atletico veut offrir 40 millions pour Rakitic

Selon les informations de la chaîne Movistar, le club de la capitale est disposé à déboursier 40 millions d'euros afin d'attirer l'international croate de 31 ans, sous contrat jusqu'en juin 2021 avec les Blaugrana. En manque de temps de jeu au Camp Nou, le finaliste de la Coupe du monde 2018 n'a pas masqué son mal-être au sujet de sa situation avec le Barça.

400 ME pour Mbappé, le Real Madrid dit banco

Pour s'offrir Kylian Mbappé l'été prochain, le Real Madrid serait prêt à pousser le curseur très loin en alignant jusqu'aux 400 ME demandés par le PSG.

Si, comme Zinedine Zidane le prétend, Kylian Mbappé rêve tous les jours d'évoluer au Real Madrid, la réciproque est évidente. Le club merengue ambitionne de recruter la future grande star offensive du football, et compte pour cela y mettre les moyens. Car malgré les bonnes relations entre les deux clubs, le PSG ne fera aucun cadeau sur le plan financier pour un joueur qui est désormais au centre de son projet.

C'est pourquoi, selon le média espagnol La Razon, le géant madrilène envisage d'offrir 400 ME pour effectuer une proposition que les dirigeants qataris ne pourront pas refuser. L'été dernier, Neymar avait émis le désir de quitter le Paris SG, ce que les dirigeants avaient compris, mais le FC Barcelone n'avait pas pu effectuer d'offre digne de faire craquer le club de la capitale.

Avec Mbappé, si jamais l'attaquant champion du monde devait prendre la même position que le Brésilien, l'offre serait difficilement jugée trop faible. Florentino Pérez serait prêt pour cela à se séparer de plusieurs stars offensives, comme Gareth Bale, Vinicius Junior ou même Karim Benzema afin de faire de la place à Kylian Mbappé, seul nom sur lequel tout le monde au Real Madrid, des socios à l'entraîneur, est d'accord.

Neuer peu bavard sur Guardiola

Présent en conférence de presse, en marge du rassemblement de l'équipe d'Allemagne mercredi, le gardien du Bayern Munich Manuel Neuer (33 ans, 18 matchs toutes compétitions cette saison) a été interrogé sur la rumeur d'un retour de l'entraîneur de Manchester City Pep Guardiola (voir ici) sur le banc bavarois. Peu bavard, le portier de la Mannschaft a rapidement balayé la question.

"Je ne peux pas commenter les rumeurs. Aujourd'hui, nous sommes avec l'équipe nationale. C'est la première fois que j'entends parler de ça. Vous verrez ce qu'il se passera. La décision revient aux dirigeants du Bayern. Pour le moment, tout va bien. Ces six derniers jours, Hansi Flick et son staff se sont beaucoup investis. Nous avons gagné deux matchs. Les personnes qui sont aux commandes prendront la décision qu'elles veulent", a lancé Neuer.



Marcelo est prêt à faire son retour

Le Brésilien Marcelo a terminé sa récupération et sera à la disposition de son entraîneur pour le prochain match du Real face à la Sociedad.

Marcelo a effectué l'intégralité de la séance d'entraînement avec le groupe aujourd'hui à Valdebebas, et est désormais prêt à faire son retour à la compétition.

Le Brésilien s'était blessé il y a dix jours pendant le choc face à Galatasaray en Ligue des Champions, un match lors duquel il avait tout de même eu le temps de délivrer deux passes décisives avant sa

sortie forcée.

Côté infirmerie madrilène, Luka Jovic et Nacho se sont une nouvelle fois exercés à l'écart aujourd'hui, et seront très prochainement rejoints par James Rodríguez, qui s'est lui blessé avec sa sélection durant cette trêve internationale.



Diego Costa souffre d'une hernie discale

L'Atletico Madrid a donné des nouvelles de Diego Costa. L'attaquant espagnol souffre d'une hernie discale cervicale. Sur son site internet, le club de la capitale précise que le footballeur de 31 ans allait passer des examens dans les prochains jours auprès de spécialistes en neurochirurgie. La durée de son indisponibilité n'est pas connue. Depuis le début de la saison 2019-2020, l'ancien joueur de Chelsea a marqué 2 buts en 11 matches de Liga.

Nouveau coup dur pour James

Le virus Fifa fait encore des dégâts au sein du Real Madrid. Convoqué en sélection colombienne malgré une récente blessure

qui l'avait éloigné des terrains pendant une quinzaine de jours, James Rodríguez s'est de nouveau blessé.

Touché au genou gauche à l'entraînement, le joueur du Real Madrid est d'ores et déjà sur le flanc pour le match amical entre la Colombie et le Pérou, samedi. Le Madrilène doit se soumettre à des examens afin de déterminer la nature de sa blessure et la durée de son indisponibilité.

PRESSE

Larbi Timizar installé au poste de Directeur général du quotidien «El Moudjahid»

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Hassan Rabehi, a présidé dimanche l'installation de Larbi Timizar au poste de Directeur général du quotidien francophone «El Moudjahid», en remplacement de M. Achour Cheurfi. Dans une allocution à cette occasion, M. Rabehi a loué les efforts consentis par M. Cheurfi dans la direction et la gestion du journal, saluant son sens de la responsabilité, son engagement sincère et sa grande compétence. Soulignant que la compétence et le parcours professionnel de M. Timizar l'avaient habilité à occuper ce poste dans cette conjoncture particulière que traverse le pays, le ministre a affirmé qu'il s'agissait d'une «lourde responsabilité». M. Rabehi s'est, par ailleurs, dit confiant en les capacités des journalistes algériens à accompagner la société dans cette conjoncture particulière par la couverture professionnelle de l'échéance du 12 décembre au service de l'intérêt suprême du pays.

Pour sa part, M. Timizar a exprimé sa gratitude pour la confiance placée en sa personne, affirmant son engagement à œuvrer pour l'intérêt suprême du pays et la promotion du journal.

AFRIQUE

Ouverture des travaux de la 13^e réunion des points focaux du Caert à Alger

Les travaux de la 13^e réunion des points focaux du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (Caert) ont débuté hier à Alger. Les travaux, de trois jours, ont été ouverts par le directeur du Caert, Larry Gbevlo-Lartey Esq, en présence du Haut commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smail Chergui, du Représentant du ministère des Affaires étrangères, Haoues Riache, et des représentants du corps diplomatique accrédité à Alger. La réunion des Points focaux nationaux et régionaux du Caert est l'occasion d'«analyser l'état actuel du terrorisme sur le continent, d'améliorer la coordination dans la lutte antiterroriste et de déterminer la voie à suivre pour faire progresser les objectifs de lutte contre le terrorisme». Ses assises, qui regroupent les représentants des Etats membres Africains, les partenaires internationaux et les experts invités dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent feront des «exposés et participeront aux discussions sur la menace terroriste en Afrique et son impact sur la situation sécuritaire continentale et proposeront des recommandations pour améliorer la coopération et la riposte à opposer à cette menace terroriste». Alger a abrité plusieurs réunions des Points focaux du Caert dont la 12^e tenue en décembre 2018 sous le thème «Promotion de l'équilibre entre la lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme en Afrique». Depuis sa création en 2004, le Caert a tenu 12 réunions de Points focaux au cours desquelles des décisions très importantes en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme ont été prises.

ARMÉE

Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection aujourd'hui à la 4^e Région militaire à Ouargla (MDN)

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectuera, à partir de mardi, une visite d'inspection et de travail à la 4^e Région militaire à Ouargla, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Lors de cette visite, le général de corps d'Armée «procèdera à l'inspection de certaines unités et tiendra des réunions d'orientation



avec les cadres et les personnels de la 4^e Région militaire», précise la même source.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Destruction d'une bombe artisanale dans la wilaya de Boumerdes (MDN)

Une bombe de confection artisanale a été détruite par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dimanche à Larbaâatche, dans la wilaya de Boumerdes, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a détruit, le 17 novembre 2019, une (1) bombe de confection artisanale dans la zone de Larbaâatche, wilaya de Boumerdes (1^{ère} Région militaire)», précise le communiqué. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a saisi à Bordj Badji Mokhtar (6^{ème} Région militaire), un (1) véhicule tout-terrain, 1.824 grammes de dynamite, seize (16) tubes d'allumage, sept (7) mètres de mèche de détonation, trois (3) groupes électrogènes, trois (3) marteaux piqueurs et douze (12) sacs de mélange de pierres et d'or brut», note la même source. D'autre part, un détachement de l'ANP, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, «a déjoué à Oran (2^{ème} Région militaire) une tentative d'émigration clandestine de cinq (5) individus, dont quatre (4) de nationalité marocaine», ajoute le communiqué.

JUSTICE

Le tribunal et la Cour de justice de Sétif reportent au 1^{er} décembre le verdict dans deux affaires distinctes de Hassan Hammar (avocat)

Le tribunal et la Cour de justice de Sétif ont reporté, dimanche, au 1^{er} décembre prochain leur verdict dans deux affaires distinctes à l'encontre de l'ancien président de l'Entente de Sétif (ESS). A ce propos, l'avocat de Hassan Hammar, Me Ahmed Chelli a affirmé à l'APS à l'issue du report du verdict, dans deux affaires distinctes impliquant son client, que la Chambre pénale de la Cour de Sétif et la section pénale du tribunal de Sétif, ont ajourné au 1^{er} décembre prochain l'examen de ces affaires pour lesquelles l'ancien président de l'ESS Sétif est poursuivi. La même source a également précisé que la Chambre pénale de la Cour de Sétif a reporté le jugement de l'affaire dans laquelle Hassan Hammar avait été initialement condamné par contumace à 5 ans de prison ferme par le tribunal de Sétif, dont il avait fait appel devant la Cour de Justice qui a reporté au 1^{er} décembre prochain le jugement de cette affaire pour motif de «détournement de fonds, escroquerie et malhonnêteté». Dans la deuxième affaire, reportée également à la même date (1^{er} décembre) par le tribunal de Sétif, Hassan Hammar est accusé «d'abus de confiance». Concernant la troisième affaire, l'ancien président de l'ESS accusé de «faux et usage de faux et d'abus de confiance», avait auparavant écoupé d'une peine de trois ans d'emprisonnement, selon son avocat qui a indiqué que la défense de Hammar a interjeté appel de la sentence devant le tribunal de Sétif. Pour rappel, les poursuites judiciaires et les accusations portées à l'encontre de l'ancien président de l'ESS Sétif, Hassan Hammar, sont toutes liées à des faits de corruption et d'escroquerie dans l'affaire de la coopérative immobilière «Oum El Hayat» fondée en 1999, où deux parcelles de terrain ont été réparties entre les membres de la coopérative au détriment des bénéficiaires. Au fil du temps, la superficie des terrains des bénéficiaires ont été réduites et de nouveaux bénéficiaires ont été ajoutés à la liste élaborée par la coopérative, alors que les noms d'autres bénéficiaires ont été retirés, selon les informations fournies par plusieurs victimes dans cette affaire qui a fait couler beaucoup d'encre.

SANTÉ

Distinction des lauréats du prix de la meilleure recherche dans le domaine du cancer



Les lauréats de la 1^{ère} édition du prix de la meilleure recherche dans le domaine du cancer notamment les cancers du sein et colorectal, ont été distingués dimanche à Alger.

Présidée par l'Agence thématique de recherche en sciences de la santé (ATRSS), en partenariat avec les laboratoires suisses Roche, la cérémonie de distinction s'est déroulée en présence des représentants des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et de la Défense nationale ainsi que d'une élite d'enseignants universitaires composant le jury.

Le premier prix est revenu à Mme Hayat Rafaa de la faculté des sciences biologiques de l'Université des sciences et des technologies de Bab Ezzouar (Alger) pour ses travaux sur l'identification de nouveaux marqueurs du cancer colorectal, alors que le deuxième prix a été attribué à Mme Samira Fatmi de la faculté de médecine de l'Université Mustapha Ben Boulaid (Batna) pour ses recherches intitulées «étude des facteurs de risque d'atteinte du cancer de sein dans l'est algérien». Le troisième prix a été adjudgé à Mustapha Djanzabil de la faculté de médecine de l'Université Ahmed Ben Bella (Oran) pour ses travaux sur «le cancer du sein métastatique». Pour le directeur de l'ATRSS, Nabil Aouffen, la santé figure parmi les principales priorités de l'Etat ainsi que la recherche dans le domaine du cancer qui traduit la volonté du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'engagement des différents acteurs dans l'investissement dans ce domaine. Rappelant que l'Agence poursuit ses efforts dans le domaine de partenariat entre les secteurs public et privé à l'effet de réaliser des investissements dans le domaine de la recherche scientifique en Algérie, le même responsable a dit que la coopération entre l'Agence et les laboratoires Roche en est le meilleur exemple. En sus de son accompagnement des centres anticancer (CAC), des univer-

sités et des centres relevant du secteur privé, l'agence a également accompagné, en 2019, les acteurs impliqués dans plusieurs projets innovants, outre la réalisation de la plateforme du programme de réseau thématique sur le cancer, a-t-il soutenu. De son côté, le Directeur général de Roche Algérie, Amine Sekhri a affirmé la disponibilité des laboratoires à poursuivre l'accompagnement de la Recherche scientifique dans le domaine du cancer, outre ses partenariats avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, à travers la relance du Registre national du cancer qu'il a qualifié de «nouveau jalon permettant au secteur de la Santé d'améliorer la prise en charge de cette pathologie». Les laboratoires Roche ont accompagné, dans le cadre du Plan national de lutte contre le cancer, les Pouvoirs publics dans «le diagnostic et le dépistage précoce du cancer du sein, outre la formation médicale continue des acteurs sur le terrain». Par ailleurs, le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Salah Eddine Sadiki, s'est félicité de l'institution de ce prix qui contribuera, selon lui, à l'amélioration de la prise en charge des patients et donnera une forte impulsion à la Recherche scientifique en Algérie dans ce domaine. Le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Amine Deramchi a estimé que ce prix supervisé par une élite d'enseignants relevant de plusieurs universités nationales, «incitera les jeunes chercheurs à poursuivre leurs travaux et promouvoir la santé en Algérie». A rappeler que l'Algérie enregistre annuellement, selon le Registre national du cancer, plus de 45.000 nouveaux cas de différents types de cancer, sachant que le cancer du sein vient en tête des cancers qui touchent les femmes, avec quelque 12.000 nouveaux cas/an, tandis que le cancer du côlon vient en tête chez les hommes, soit 4.000 à 6.000 nouveaux cas/an.